

LA MISE AU POINT D'AHMED ATTAFF DEPUIS
NEW YORK

**LE STATUT D'EL-QODS EST UNE
QUESTION DE JUSTICE ET DE LÉGALITÉ
INTERNATIONALE**

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a souligné, à New York, que le statut d'El-Qods n'est pas une simple clause d'un processus politique, mais une question de justice et de légalité internationale, indique dimanche un communiqué du ministère.



P.16

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information
« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun
Lundi 16 Rabie Ath-Thani 1448 - 28 Septembre 2026 - N° 1397 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

RENCONTRE ALGÉRO-OPEP

**CAP SUR LA
STABILITÉ DU
MARCHÉ
PÉTROLIER**



Le ministre d'État chargé des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a accueilli hier dimanche le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham Al Ghais. Ensemble, ils ont passé en revue les mutations du marché pétrolier international et les obstacles majeurs qui s'y dressent.

P.4

CRISE MIGRATOIRE

**UN "LAXISME
DÉLIBÉRÉ" DU
MAKHZEN**

La récente crise liée aux flux migratoires massifs et irréguliers à travers les frontières marocaines s'est transformée en une question de sécurité collective et suscité de vives critiques européennes dans ce qui est présenté comme un "laxisme délibéré" du makhzen.

P.7

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT
LES MEMBRES DU HAUT CONSEIL DE LA
COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE NATIONALE À
L'ÉTRANGER ET LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC**



P.3

MISE EN SERVICE DU GUICHET UNIQUE

**L'EXPERT FINANCIER IDIR SACI REVIENT SUR SON UTILITÉ DANS LA STIMULATION DE
L'INVESTISSEMENT**

Intervenant lors de l'émission « L'invité du jour », émise par la Chaîne III de la Radio algérienne, M. Idir Saci, expert financier, est revenu sur la finalisation du décret présidentiel portant sur la mise en service du guichet unique, qui doit prendre effet à la fin de ce mois de septembre.

P.4

FESTIVAL NATIONAL DU LIVRE LU

LES ACTIVITÉS SE POURSUIVENT JUSQU'AU 5 OCTOBRE

Le deuxième jour du Festival national du livre lu, organisé sous le slogan « À nos livres une autre vie », s'est déroulé hier dimanche 27 septembre à travers un programme culturel particulièrement dense, structuré et diversifié. Placé sous le haut patronage de la ministre de la Culture et des Arts, le Dr Malika Bendouda, cet événement d'envergure s'inscrit dans une politique culturelle visant à revaloriser le livre de seconde main, à encourager l'économie circulaire du savoir et à démocratiser la lecture auprès de toutes les tranches de la société.

Par Rihab Taleb

À la Bibliothèque nationale de Hammam à Alger, la journée s'est ouverte dès 9h00 du matin, le deuxième jour du lancement officiel de l'exposition dédiée au livre lu. Tout au long de la journée, les différents espaces de l'établissement ont accueilli des rencontres enrichissantes et des activités ciblées, un atelier intitulé « Entre les lignes : l'art de la lecture critique » était programmé sous la direction de Nasira Allag et Moudi Aljia. L'après-midi dans la salle Malek Bennabi, un récital poétique réunissant un plateau d'auteurs et de poètes réputés s'est tenu, notamment Slimane Djouadi, Soumia Douifi, Afaf Fenouh, Youssef Chta et Haroun Amri, ensuite la salle Lakh-dar Essaihi a vécu une plateforme d'échange et de témoignages consacrée aux bouquinistes de la capitale, permettant de mettre en lumière le métier traditionnel de la vente de livres anciens et les difficultés du terrain.

Il est essentiel de rappeler que cette manifestation ne se limite pas à la capitale algérienne. Le festival se déploie simultanément dans l'ensemble des bibliothèques principales de lecture publique réparties sur les 58 wilayas du pays. De Tipaza à Batna, en passant par Mascara, Constantine ou encore Il-



lizi, des expositions de livres d'occasion et des ateliers similaires sont organisés en parallèle, garantissant ainsi une véritable équité culturelle et permettant aux citoyens de toutes les régions d'accéder aux mêmes opportunités de lecture.

Sur le plan commercial et pratique, une sélection d'ouvrages couvrant la littérature, l'histoire, les sciences humaines et les livres scolaires et enfantins a été proposée à la vente à des prix très abordables et symboliques, accessibles

à toutes les bourses. Malgré cette offre matérielle avantageuse et la gratuité de l'accès à l'ensemble des activités inscrites au programme, une faible affluence des citoyens et des visiteurs a été constatée au cours de cette deuxième journée. D'après les acteurs culturels et les organisateurs présents sur place, cette fréquentation modeste s'explique principalement par le déroulement de la manifestation en plein début de semaine, pendant les heures de travail et les horaires de cours scolaires et universitaires. De plus, plusieurs intervenants ont souligné le besoin d'intensifier la communication de proximité et la promotion médiatique pour ancrer progressivement l'habitude de l'achat et du réemploi des livres de seconde main dans la vie quotidienne des familles.

Les organisateurs rappellent à ce titre que cette dynamique culturelle continue. Le Festival national du livre lu ne fait que commencer, et ses expositions, ventes solidaires, ateliers et rencontres littéraires se poursuivront sans interruption dans toutes les bibliothèques publiques du territoire national jusqu'au 5 octobre prochain, laissant une large opportunité au public et aux passionnés de lecture pour venir participer et découvrir de nombreuses œuvres.

R.T

RESSOURCES MINIÈRES

L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE LE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE PHOSPHATE

Dans le cadre de la valorisation des ressources minières de l'Algérie pour produire localement des engrais et divers produits chimiques, un projet d'extraction et d'enrichissement du phosphate, destiné à booster l'économie nationale, a été récemment inauguré par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et du ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi, le 24 septembre dernier sur le site de la mine de Bled El Hadba (Bir El Ater).

Par Ikram Haou

Ce complexe constitue un levier stratégique majeur pour booster l'économie nationale de l'Algérie. Contrairement aux anciens modèles basés sur l'exportation brute, ce mégaprojet lie directement l'extraction, l'enrichissement et la transformation chimique sur le sol national afin de générer une forte valeur ajoutée.

Sa réalisation s'inscrit dans le cadre des projets d'accompagnement du projet intégré de phosphate, qui couvre les wilayas d'Annaba, de Souk Ahras, de Tébessa et de Bir El Ater, où les ressources géologiques sont estimées à environ 1,2 milliard de tonnes de phosphate brut.

Dont la production annuelle est de 5,5 millions de tonnes de phosphate brut, et le traitement et l'enri-

chissement permettront de produire environ 3,2 millions de tonnes de phosphate enrichi par an.

Il faut noter que ce pôle de Bled El Hadba est le premier projet de phosphate intégré qui donne naissance à une vaste gamme de fertilisants agricoles et de produits chimiques à haute valeur ajoutée, notamment des engrais pour l'agriculture (produits finis), qui aideront à renforcer la sécurité alimentaire nationale, ainsi que des produits chimiques intermédiaires tels que le phosphate enrichi ou concentré, l'acide phosphorique, l'acide sulfurique et l'ammoniac.

Le projet vise à valoriser les ressources minières en Algérie en enrichissant le phosphate brut, avant de l'acheminer vers les unités de transformation chimique d'Oued Kebrit, avec une capacité d'extraction atteignant 10,5 millions de

tonnes par an de phosphate brut, afin de fournir 5,5 millions de tonnes de phosphate enrichi et commercialisable, tandis que la capacité de production de phosphate concentré est estimée à 3,2 millions de tonnes par an, fournissant ainsi la matière première nécessaire à l'usine de transformation chimique d'Oued Kebrit.

Durant la visite d'inauguration de ce projet, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a insisté sur la poursuite des efforts et l'accélération du rythme de réalisation afin de commencer la production de phosphate enrichi dans les délais impartis.

Notant que ce projet ne se limite pas seulement à l'extraction du phosphate comme matière première, mais qu'il l'intègre dans une chaîne industrielle complète comprenant l'enrichissement, la trans-

formation, la production d'engrais et de produits chimiques, tout en reliant ces différentes étapes à un réseau de transport et à des installations portuaires.

Il faut rappeler que les apports de ce projet national renforcent l'économie nationale d'une manière très importante, que ce soit pour assurer l'autosuffisance alimentaire ou même pour élargir les exportations de notre pays hors hydrocarbures.

Donc, on peut dire qu'après le lancement de ce projet, l'Algérie disposera d'infrastructures de transformation locale et n'aura plus besoin d'importer d'engrais.

En conséquence, cet important projet s'inscrit dans la stratégie nationale de soutien au développement économique dans sa globalité.

I.H

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT
LES MEMBRES DU HAUT CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
SCIENTIFIQUE NATIONALE À L'ÉTRANGER

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, les membres du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger.

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, du ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, du ministre de

l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, du conseiller auprès du président de la République, chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, M. Nasreddine Bentifour, et du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib.



LES MEMBRES DU HAUT CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE NATIONALE
À L'ÉTRANGER SALUENT FORTEMENT LE SOUTIEN DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE AUX COMPÉTENCES SCIENTIFIQUES ALGÉRIENNES

Les membres du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger ont salué, dimanche, le soutien continu du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux compétences scientifiques algériennes, et son attachement permanent à les associer au processus de développement du pays et aux efforts déployés pour consolider une économie fondée sur la connaissance.

Dans une déclaration au sortir de l'audience accordée par le président de la République aux membres du Conseil, Pr. Elias Zerhouni, coordonnateur du Conseil, a indiqué avoir perçu lors de cette rencontre "la conviction qui anime le président de la République quant à la nécessité pour l'Algérie d'opérer aujourd'hui un véritable décollage dans divers domaines, en s'appuyant sur ses enfants scientifiques, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger".

"Nous disposons des capacités pour cela, et notre pays est prêt pour cette étape", a déclaré M. Zerhouni, soulignant que les membres du Conseil ont prêté oreille "aux idées constructives portées par le président de la République", tout en le tenant informé des étapes franchies jusqu'à présent afin de "concrétiser des projets et des programmes opérationnels à même de servir le développement national".

De son côté, Pr. Belgacem Haba a salué la création de ce Conseil par le président de la Ré-

publique, le qualifiant d'"espace réunissant les scientifiques algériens établis à l'étranger avec leurs homologues de l'intérieur du pays, en vue de renforcer les contacts entre eux et d'élaborer de nouveaux programmes permettant le développement de différents secteurs".

Dans ce sillage, le professeur Kamal Youcef-Toumi, spécialiste en génie mécanique à l'Université américaine de Boston, a salué l'initiative du président de la République de créer le Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, dans une démarche visant à "servir l'Algérie et à renforcer son processus de développement". Il a, en outre, indiqué que le président de la République avait insisté, lors de sa rencontre avec les membres du Conseil, sur la nécessité "d'atteindre l'excellence et de bâtir des capacités scientifiques capables de développer le pays". Des objectifs que "nous œuvrerons à concrétiser en collaboration avec les compétences, les universités et les établissements à l'intérieur du pays", a-t-il souligné. De son côté, le spécialiste en virologie et en développement des vaccins, le professeur Yahia Chebloune, a adressé ses remerciements au président de la République pour son initiative de créer ce Conseil, déclarant à cet effet: "Nous avons échangé avec le président de la République dans un débat riche, au cours duquel nous avons perçu une grande volonté et une forte détermination à poursuivre le développe-

ment du pays dans tous les domaines, en s'appuyant sur la science et les savants".

A cet égard, il a souligné que le président de la République avait appelé les membres du Conseil à contribuer à cette démarche, en transmettant leur expertise, ajoutant que "cette rencontre a démontré la parfaite connaissance par le président de la République des besoins actuels de l'Algérie, notamment ses compétences scientifiques dans les différentes spécialités".

De son côté, le chercheur en intelligence artificielle et professeur à l'Université de Paris, M. Abdelhamid Mellouk, a également salué le grand intérêt que porte le président de la République au transfert de l'expertise des scientifiques algériens établis à l'étranger et à l'encadrement de la jeune élite, étant la relève de demain.

Dans ce cadre, le médecin spécialiste et chercheur en radiologie aux Etats-Unis d'Amérique, le professeur Bachir Taouli, a souligné l'importance que revêt cette rencontre, exprimant ses remerciements au président de la République pour son soutien constant aux savants algériens établis à l'étranger, partout où ils se trouvent, ainsi que pour son attachement à renforcer leur lien avec leur mère patrie, en établissant des passerelles de communication et en les associant aux différents domaines vitaux.

RA

ÉLECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

JEUDI 8 OCTOBRE, DERNIER DÉLAI POUR LE DÉPÔT
DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

L'Autorité nationale indépendante des élections a indiqué, dans un communiqué publié ce dimanche, que le dernier délai pour le dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, dans le cadre de l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya, prévue le 28 novembre prochain, est fixé au jeudi 8 octobre 2026.

Dans son communiqué, l'Autorité précise que « conformément au décret présidentiel n° 26-284 portant convocation du corps électoral pour l'élection

des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya, prévue le 28 novembre 2026, et en application des dispositions de l'ordonnance n° 21-101 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, l'Autorité nationale indépendante des élections rappelle aux listes de candidats que le dernier délai pour le dépôt des dossiers de candidature est fixé au jeudi 8 octobre 2026 à minuit (00h00) ». L'Autorité souligne également que, « afin de faciliter le contrôle des formulaires de signatures individuelles et d'éviter toute pression susceptible de survenir lors du dépôt de ces formulaires, il est recommandé aux listes de candidats concernées

de déposer ces formulaires accompagnés d'une fiche informative contenant les données relatives aux signataires, afin qu'elles soient prises en charge par le président de la commission communale chargée de la révision des listes électorales, et ce au moins 48 heures avant l'expiration du délai de dépôt des dossiers de candidature susmentionné ». Elle ajoute que, « pour assurer le bon déroulement de l'opération de dépôt des dossiers de candidature, les listes de candidats sont invitées à prendre contact avec le coordinateur de wilaya de l'Autorité indépendante afin de fixer un rendez-vous à cet effet ».

RA

LE PRÉSIDENT
TEBBOUNE REÇOIT
LE PRÉSIDENT DU
PARLEMENT GREC

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le président du Parlement grec, M. Nikitas Kaklamanis, et la délégation l'accompagnant.

L'audience s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

RA

RENCONTRE ALGÉRO-OPEP

CAP SUR LA STABILITÉ DU MARCHÉ PÉTROLIER

Le ministre d'État chargé des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a accueilli hier dimanche le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham Al Ghais. Ensemble, ils ont passé en revue les mutations du marché pétrolier international et les obstacles majeurs qui s'y dressent.

Par Ali Boudefel

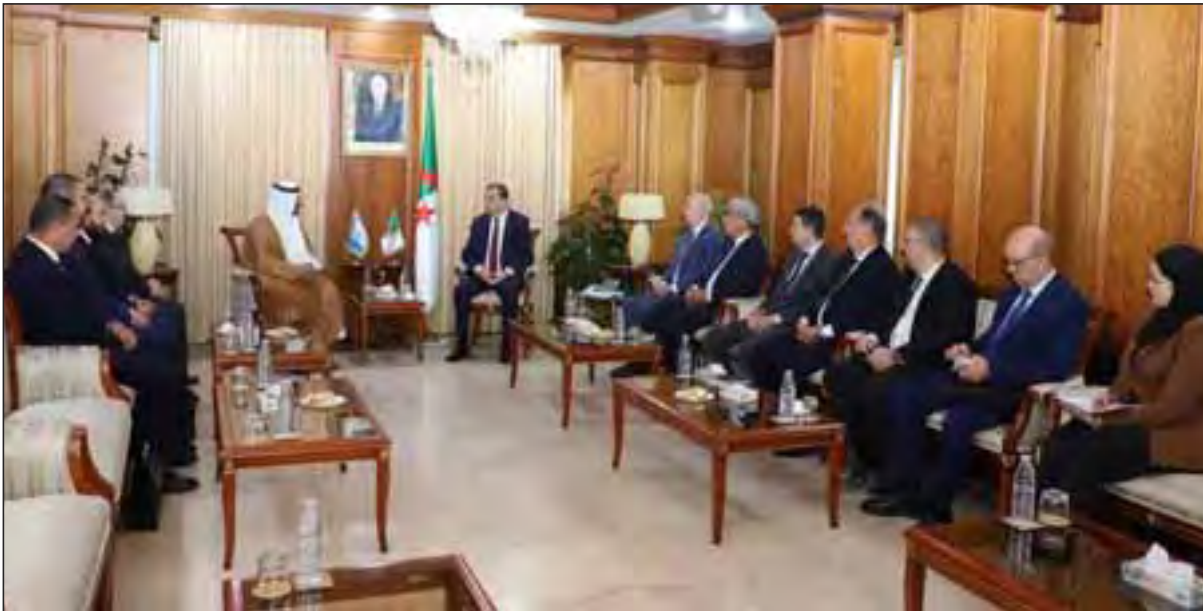
Cette entrevue, qui s'inscrit dans le cadre d'une visite de travail du responsable de l'OPEP en Algérie à l'invitation de M. Arkab, s'est déroulée au siège du ministère. Y ont pris part le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que plusieurs cadres du secteur, selon la même source.

Au cours de cette réunion, les deux délégations ont passé en revue les dossiers relatifs à la concertation et aux pistes de partenariat entre les pays signataires de la Déclaration de coopération liant les membres de l'OPEP aux producteurs extérieurs, dans le cadre du dispositif OPEP+.

Ont également été abordés le fonctionnement, la gouvernance et les priorités de l'OPEP, ainsi que les leviers permettant de renforcer l'efficacité de l'Organisation face aux transformations que connaît le marché mondial de l'énergie.

Cette rencontre a en outre été l'occasion de commémorer le dixième anniversaire de l'Accord d'Alger (28 septembre 2016), qui a constitué un tournant décisif dans le renforcement de la coopération entre les pays membres et non membres de l'OPEP.

Dans une déclaration à la presse à l'issue des discussions, M. Arkab a souligné que l'Accord d'Alger avait représenté une étape majeure dans le processus de coopération entre les pays producteurs de pétrole, tout en jetant les fondations ayant permis, par



la suite, la mise en place d'un cadre élargi de coopération avec les pays non membres au titre de l'OPEP+.

L'Algérie a joué un rôle de premier plan dans cette dynamique, ayant contribué à consolider la coordination et la coopération entre les pays producteurs, en raison de son attachement constant au dialogue et au rapprochement des points de vue, a-t-il affirmé.

Dix ans après la signature de l'Accord, "l'Algérie poursuit sa contribution aux efforts de dialogue, de coordination et de concertation au sein de l'OPEP et dans le cadre de l'OPEP+, partant de la conviction que l'unité, la cohésion et la coordination entre les pays producteurs restent des éléments essentiels pour soutenir la sta-

bilité et l'équilibre du marché pétrolier mondial", a déclaré M. Arkab.

Il a ajouté que cette rencontre avait permis de souligner la nécessité de continuer à renforcer la coopération entre les deux parties, mettant en avant le rôle constructif que joue l'Algérie au sein de l'OPEP et dans le cadre de l'OPEP+, ainsi que ses contributions constantes au dialogue et à la recherche de consensus entre les pays producteurs.

De son côté, M. Al Ghais a indiqué que cette réunion avait permis d'examiner plusieurs dossiers liés à l'OPEP et à l'OPEP+ et de poursuivre les efforts visant à préserver la stabilité des marchés mondiaux du pétrole et de l'énergie.

Dans ce contexte, le secrétaire gé-

néral a salué le rôle "central et historique" de l'Algérie dans le soutien à l'Organisation depuis son adhésion, rappelant les "réunions historiques" tenues par l'OPEP en Algérie et ayant donné lieu à des décisions historiques : le premier Sommet des pays membres tenu en 1975 à Alger, la Réunion d'Oran en 2008 et l'Accord d'Alger conclu le 28 septembre 2016, qui a posé le premier jalon de l'OPEP+.

Après avoir adressé ses remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le soutien apporté par l'Algérie aux travaux de l'OPEP et de l'OPEP+, M. Al Ghais a salué le "rôle central" de l'Algérie en faveur de la stabilité des marchés pétroliers.

A.B

MISE EN SERVICE DU GUICHET UNIQUE L'EXPERT FINANCIER IDIR SACI REVIENT SUR SON UTILITÉ DANS LA STIMULATION DE L'INVESTISSEMENT

Intervenant lors de l'émission « L'invité du jour », émise par la Chaîne III de la Radio algérienne, M. Idir Saci, expert financier, est revenu sur la finalisation du décret présidentiel portant sur la mise en service du guichet unique, qui doit prendre effet fin septembre courant.

Par Malika Azeb

M. Saci a indiqué que l'entrée en vigueur du décret présidentiel est cruciale pour stimuler l'investissement en Algérie, expliquant que « l'entrée en vigueur du décret présidentiel intervient suite à une évolution de l'idée du traitement de l'investissement en Algérie, notamment avec la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui représentait une étape pour la clarification de l'objectif et des garanties que l'Algérie présente aux investisseurs locaux et étrangers ».

Il a également souligné que les autorités nationales ont consenti des efforts afin de répondre au besoin de transparence et de clarification des objectifs économiques du pays, à travers notamment l'AAPI, garantissant cette transparence avec la collaboration d'autres acteurs dans la prise de décisions.

L'intervenant a évoqué le cas du foncier industriel et, après des arbitrages multiples, la décision d'attribution revient au wali, mais avec la participation active de l'AAPI.

« Nous sommes arrivés à un autre cap, qui est celui de donner de l'efficacité dans la prise de décisions en matière de traitement de l'investissement », a-t-il expliqué.

M. Saci a fait savoir que le conseil d'administration de l'Agence algérienne de promotion de l'investisse-

ment se compose désormais de secrétaires généraux des différents ministères, tels que le ministère de l'Industrie, de l'Agriculture, des Finances, de l'Habitat et de l'Environnement, ainsi que de décideurs par décrets présidentiels.

L'objectif est la prise de décision rapide et une délégation de pouvoir pour que les décisions soient tranchées d'une façon rapide et directe, dans un contexte d'interaction entre les différents départements, a déclaré cet expert.

Dans ce contexte, le guichet unique permettra à l'opérateur de finaliser d'une manière rapide la procédure liée à l'investissement.

Ce guichet réduira à terme les délais de traitement des dossiers d'investissement, améliorera l'information et offrira une meilleure visibilité du fait de la réunion de plusieurs départements au sein de l'AAPI, ce qui redéfinira le rôle de l'agence.

Comme il permettra également la décentralisation dans la prise de décision à moyen terme et de centraliser la vision stratégique, notamment le développement territorial, sachant que les pôles industriels sont répartis sur tout le territoire national.

La mise en service rapide du guichet unique par l'AAPI vise à réduire le traitement des dossiers via des canaux numériques. Cette procédure a pour objectif d'attirer les investissements.

Revenant sur la création de nouveaux pôles industriels dans d'autres régions, M. Saci a indiqué qu'elle vise « l'intégration de chaînes de valeur, la concentration, les meilleures statistiques, l'engagement efficace de l'État pour l'investissement, notamment sur le plan sécuritaire ».

Afin de créer des pôles mieux concentrés, cet expert a précisé qu'il faudrait mettre en place une cartographie mieux outillée pour l'intégration de chaînes de valeur, que ce soit sur le plan de la logistique, de la formation professionnelle et de la main-d'œuvre spécialisée, en vue de l'amélioration du travail de prospective.

Lors de son déplacement à Tissemsilt pour inspecter l'entrée en activité de General Plastique Injection, une unité produisant localement des composants et accessoires plastiques pour automobiles, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a déclaré que les opérateurs locaux agréés doivent s'approvisionner auprès des producteurs nationaux conformément à un cahier des charges, que le Premier ministre a fixé au 31 décembre 2026 concernant le dernier délai pour l'importation des pièces plastiques entrant dans la fabrication et le montage des véhicules.

Dans ce contexte, M. Saci a indiqué que cette décision est très importante pour réduire la facture d'importation, mais « il faudrait évaluer les capacités de stock stratégique

et chercher à améliorer nos inventaires à travers des plateformes déclaratives, tout en continuant à travailler avec l'ancien système pour assurer la transition progressive vers le système numérique ».

En ce qui concerne la réduction des importations, comme l'a indiqué le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, l'intervenant plaide en premier lieu pour « la satisfaction du marché local avant d'aller vers l'exportation ».

Évoquant la réforme des banques pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques, sur laquelle le président de la République a insisté, cet expert a indiqué que l'application de cette dernière repose sur la modernisation et la formation.

Il plaide également pour la mise en place du scoring afin d'aider les PME et PMI concernant le crédit et d'imposer aux banques un délai de traitement pour la pérennité de ces entreprises, car elles représentent les chaînes de valeur pour l'économie nationale.

Les prévisions du FMI pour l'Algérie, qui sont de 3,8 % en 2026, témoignent d'une performance durable avec l'aide accordée aux PMI et PME, à travers le traitement rapide et efficace des financements bancaires, a déclaré Idir Saci.

MA

AQUACULTURE MARINE À BOUMERDÈS

PLUS DE 700 000 ALEVINS MIS EN MER DANS DES CAGES FLOTTANTES

La Direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques a annoncé, dimanche, le lancement à Boumerdès d'une importante campagne de mise en mer de plus de 700 000 alevins de daurade royale et de loup de mer, élevés dans des cages flottantes.

Par Kahina Baghdad

D'après Kadri Cherif, responsable local du secteur, cette initiative a débuté samedi pour une durée de quinze jours. Elle se déroule dans une exploitation aquacole privée installée dans la zone est du littoral de Zemouri, commune située à l'est de la wilaya. Il s'agit de la deuxième action de ce type réalisée dans cette ferme. Elle entre dans le cadre d'un programme destiné à introduire, d'ici la fin de 2026, un maximum d'alevins d'espèces variées dans les fermes et exploitations aquacoles en cages flottantes implantées le long du littoral de Boumerdès. Le responsable table sur une production annuelle d'au moins 400 tonnes de poisson, un volume qui devrait croître progressivement une fois l'ensemble des alevins prévus dans cette ferme mis en place. Cette démarche a pour objectifs de renforcer l'aquaculture marine en cages flottantes, de sauvegarder la biodiversité des milieux marins, de susciter l'intérêt des jeunes pour cette activité et de soutenir le tou-



risme par la mise en valeur de ces espaces maritimes. Elle devrait aussi permettre d'accroître la production halieutique, de procurer des revenus complémentaires aux professionnels, de

baissier les coûts de production et d'améliorer l'approvisionnement des marchés en poisson à des tarifs accessibles à tous.

K.B

BISKRA

OUVERTURE D'UN COLLOQUE NATIONAL SUR L'AGROTOURISME OASIEN

Un colloque national intitulé "l'agrotourisme oasien comme enjeu stratégique pour un développement local durable", organisé à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, a été inauguré, dimanche à Biskra, dans la salle de conférences du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA). Le président du colloque, Dr Tarek Mekhnane, chercheur au département du développement économique du CRSTRA, a souligné dans son intervention que les zones agricoles de Biskra disposent de nombreux atouts favorables au développement de l'agrotourisme oasien. Il a notamment cité les vastes palmeraies, la richesse du patrimoine culturel et les compétences humaines locales, autant de ressources qui peuvent contribuer à la création d'es-

paces et d'activités touristiques attractifs, en harmonie avec les spécificités et les potentialités du territoire. Il a également souligné que la palmeraie, au-delà de sa vocation agricole, peut constituer un véritable trait d'union entre agriculture et tourisme. Sa valorisation touristique passe notamment par l'implication des agriculteurs et des investisseurs dans la création d'aménagements et de structures d'accueil permettant aux visiteurs de découvrir les palmeraies et d'en apprécier la beauté, tout en veillant à préserver leur authenticité et leur caractère oasien. De son côté, le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Abdelaziz Bou-bidi, a déclaré que "l'initiative de promouvoir ce type de tourisme vise à encourager l'innovation et à renforcer la compétitivité des destina-

tions touristiques, ce qui contribue à l'activité économique et à la diversification des sources de revenus". Il a également affirmé que "l'exploitation du développement technologique, de la numérisation et des espaces de communication sociale contribue à la réussite de cette initiative en attirant de nombreux touristes de l'intérieur et de l'extérieur du pays". Il convient de noter que ce colloque, prévu sur deux jours, organisé par le CRSTRA de Biskra en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, réunit des représentants des directions des services agricoles (DSA), du tourisme et de l'artisanat, du commerce, ainsi que de l'environnement, en plus d'agriculteurs de plusieurs wilayas et d'investisseurs dans le domaine touristique.

RR

SÉTIF

DISTRIBUTION DE 22 NOUVEAUX BUS DE TRANSPORT SCOLAIRE

Pas moins de 22 nouveaux bus scolaires ont été distribués, dimanche, à plusieurs communes de la wilaya de Sétif afin d'assurer de meilleures conditions de scolarité aux élèves résidant dans les zones éloignées. L'opération de distribution, supervisée par le wali, Mustapha Limani, dans l'enceinte du parc de la wilaya, est destinée à soutenir et à renforcer le transport des écoliers, notamment dans les zones éloignées et isolées, afin de garantir de meilleures conditions de scolarisation des élèves et de lutter contre l'in-

terruption précoce de la scolarité du fait de l'éloignement. La même cérémonie a également été marquée par la distribution, à plusieurs communes de la wilaya, de 20 véhicules à benne et 700 conteneurs destinés à la collecte des déchets ménagers afin de renforcer les moyens de prise en charge de ce service et à consolider le cadre de vie des citoyens. Au total, ce ne sont pas moins de 1.351 bus qui ont été mobilisés, pour cette année scolaire dans la wilaya de Sétif, pour assurer le transport des écoliers en couvrant diffé-

rentes zones afin de faciliter les déplacements des élèves, en particulier lorsqu'ils résident dans les régions éloignées et isolées, selon les données recueillies auprès de la direction de l'éducation. Les présidents des Assemblées populaires communales ayant bénéficié de ces équipements ont salué l'initiative, considérant qu'elle permettra d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, de soutenir les services techniques communaux et d'optimiser la qualité du service public dû aux citoyens.

RR

DE NOUVEAUX ACQUIS POUR LA SANTÉ À ORAN

UN CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE ET UN SERVICE DE MÉDECINE INTERNE OPÉRATIONNELS

Depuis dimanche, l'Etablissement hospitalier spécialisé des urgences médico-chirurgicales "Moudjahid Dr Mahmoudi Mohamed" de Oued Tlalat, à l'est d'Oran, dispose d'un centre de transfusion sanguine (CTS) et d'un service de médecine interne. Ces deux entités ont été mises en fonction dans le but de consolider et d'améliorer les prestations sanitaires et d'assurer une meilleure prise en charge des malades. La Secrétaire générale de la direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran, Mme Nouria Belarbi, en compagnie du Directeur général de l'établissement hospitalier et de cadres du secteur de la santé, a présidé à l'entrée en service de ces deux structures, qui viennent ainsi renforcer la prise en charge médicale spécialisée et alléger la pression pesant sur les autres hôpitaux. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie, Mme Belarbi a souligné que ces deux structures, au sein de l'établissement hospitalier spécialisé de Oued Tlalat, situé à environ 30 km de la ville d'Oran, "permettront d'améliorer les conditions de prise en charge des patients et des cas urgents, tout en contribuant à réduire la pression sur les autres établissements hospitaliers". La responsable a précisé que le CTS et le service de médecine interne ont été dotés de tous les moyens matériels et humains nécessaires afin de garantir aux citoyens un service public de santé de qualité. Concernant le centre de transfusion sanguine, Mme Belarbi a expliqué qu'après l'obtention de l'agrément de l'Agence nationale du sang (ANS), la DSP l'a doté des équipements médicaux les plus récents, conformément aux normes internationales en vigueur, tout en assurant la formation des équipes de santé nécessaires à son fonctionnement. Le service de médecine interne, a-t-elle ajouté, a également bénéficié d'équipements médicaux modernes et a été renforcé par une équipe de médecins spécialistes, ainsi que par des personnels paramédicaux qualifiés. De son côté, le directeur général de l'Etablissement hospitalier spécialisé des urgences médico-chirurgicales de Oued Tlalat, M. Loudi Benali, a indiqué que la mise en service du CTS permettra de disposer de sang dans des délais très courts pour les cas urgents et les situations d'urgence, notamment pour les victimes d'accidents de la circulation qui sont directement orientées vers l'établissement. Quant au service de médecine interne, il dispose de 20 lits, avec une capacité pouvant être portée à 30 lits. Il comprend plusieurs unités et spécialités, notamment celles d'endocrinologie, de cardiologie, des maladies infectieuses et de pneumologie, a-t-il souligné.

K.B

CACAO DE MADAGASCAR

UNE CULTURE TENTANT DE S'IMPOSER

L'Afrique fournit près de 70 % du cacao mondial, portée par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Cameroun. Madagascar, lui, pèse moins en volume, mais s'impose par la qualité de sa production.

Par Saïd Slimani

Du 14 au 18 septembre 2026, la 114e réunion ordinaire du Conseil de l'Organisation internationale du cacao (ICCO) s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire. À cette occasion, Philippe Fontayne, vice-président du Conseil national du cacao de Madagascar, a été élu président de cette instance pour l'année cacaoyère 2026-2027.

Cette nomination propulse la Grande Île au premier plan d'une gouvernance internationale dominée par les grands producteurs ouest-africains. Elle braque aussi les projecteurs sur un acteur discret, dont la force tient moins aux volumes qu'à la qualité. Voici l'essentiel en quatre points.

1. Un producteur modeste à l'échelle mondiale

Madagascar reste un petit acteur. Les dernières données officielles de la FAO font état de 10 234 tonnes de fèves produites en 2022. Des estimations plus récentes, issues de FAOSTAT, avancent 21 000 tonnes pour 2024, tout en précisant qu'il s'agit d'une source externe, non classée comme donnée officielle. Quoi qu'il en soit, le pays représente moins de 1 % de l'offre mondiale, estimée à près de 4,8 millions de tonnes pour la campagne 2024/25 par l'ICCO.

La filière fait vivre environ 30 000 à 33 000 producteurs, majoritairement de petites exploitations. Près de 95 % du cacao provient du bassin du Sambirano, au nord-ouest, autour du district d'Ambanja.

2. Une production tournée vers l'exportation

Comme dans la plupart des



pays producteurs africains, la récolte est surtout destinée au marché international. Selon la FAO, Madagascar a exporté en moyenne 13 411 tonnes de fèves par an entre 2020 et 2023, générant près de 25 millions USD de recettes annuelles moyennes. Les principaux débouchés sont l'Union européenne, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Inde et la Russie.

3. Un cacao fin et aromatique, atout différenciant

L'ICCO classe 100 % des exportations malgaches de fèves dans la catégorie du cacao fin ou aromatique. Cette reconnaissance ne tient pas qu'à la variété des cacaoyers : elle résulte de la combinaison entre génétique, terroir, pratiques culturelles et opérations

de récolte et de post-récolte. Dans le cas malgache, elle est liée aux caractéristiques du Sambirano, aux variétés cultivées et aux méthodes de fermentation et de séchage. Ce positionnement permet à Madagascar de se distinguer sur un marché spécialisé, où les cacaos fins bénéficient souvent d'une prime par rapport aux cours courants.

4. Une transformation locale encore limitée, mais en développement

La faiblesse de la transformation locale reste un enjeu majeur, comme dans la plupart des pays producteurs africains. En 2023, Madagascar a exporté près de 11 617 tonnes de fèves, contre environ 283 tonnes de produits dérivés, selon la FAO. Les produits

cacaotés (chocolats et dérivés) ont représenté 97 % de ces volumes, devant la poudre et la masse de cacao, le beurre de cacao et la pâte de cacao.

Des investissements commencent toutefois à renforcer les capacités locales. En 2024, deux nouvelles unités ont été inaugurées dans le principal bassin de production : à Ambanja, une usine de poudre de cacao financée par l'État dans le cadre du programme One District, One Factory, mise en service en juillet avec une capacité de 1 tonne par heure ; puis, en novembre, l'entreprise Sambirano Ingredients a ouvert une usine de transformation d'une capacité annoncée d'au moins 100 tonnes par an de produits semi-finis.

SS

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE LE NIGERIA MISE SUR L'EXPÉRIENCE KÉNYANE POUR RENFORCER SA FILIÈRE LAITIÈRE

Premier marché des produits laitiers en Afrique de l'Ouest, le Nigeria cherche à réduire progressivement sa dépendance aux importations en renforçant ses capacités nationales de production et de transformation. Depuis 2025, Abuja affiche clairement son ambition de développer une industrie laitière plus performante, en s'appuyant notamment sur les investissements privés et sur une meilleure structuration de la chaîne de valeur. Dans cette perspective, les professionnels nigériens se tournent désormais vers les expériences étrangères susceptibles de fournir des pistes d'amélioration adaptées à leurs propres réalités.

C'est dans ce cadre qu'une délégation de la Commercial Dairy Ranchers Association of Nigeria (CODARAN), organisation professionnelle représentant les acteurs de la filière laitière commerciale nigériane, effectue une mission d'échange d'expériences d'une semaine au Kenya. L'objectif est d'observer directement les pratiques mises en œuvre dans ce pays d'Afrique de l'Est et d'identifier les mécanismes susceptibles d'être reproduits ou adaptés au Nigeria.

Dans un communiqué publié le 22 septembre, le Kenya Dairy Board (KDB) a indiqué que cette mission porte sur plusieurs maillons de la chaîne de valeur, depuis l'élevage et la production jusqu'à la transformation et la commercialisation. Les échanges accordent une attention particulière à des questions considérées comme déterminantes pour la compétitivité du secteur, notamment la productivité des exploitations, la qualité du lait, la réglementation, les mécanismes de contrôle ainsi que le développement du marché.

Le choix du Kenya comme destination de cette mission s'explique par les performances enregistrées ces dernières années par son industrie laitière. Le pays s'est imposé comme l'un des principaux producteurs de lait en Afrique subsaharienne et dispose d'une expérience importante dans l'organisation de la filière, la collecte, la transformation et la mise en marché des produits laitiers.

Les chiffres disponibles illustrent cette dynamique. En 2025, le Kenya a produit 5,5 millions de tonnes de lait frais, soit une progression de 3,5 % par

rapport à l'année précédente, établissant ainsi un nouveau record, selon les données du Bureau national des statistiques kényan (KNBS). La transformation industrielle a elle aussi enregistré une progression notable. Le volume de lait transformé a atteint 701 500 tonnes durant la même année, en hausse de 13,4 % sur un an.

Même si les données du KNBS ne précisent pas les facteurs ayant directement contribué à cette amélioration, la progression de la production intervient dans un contexte où les autorités kényanes cherchent depuis plusieurs années à consolider durablement la filière. Depuis 2023, le Kenya Dairy Board met notamment en œuvre une feuille de route décennale consacrée à la durabilité de l'industrie laitière. Cette stratégie vise entre autres à améliorer l'accès des éleveurs aux aliments pour animaux et aux services vétérinaires, deux éléments essentiels pour accroître les rendements des troupeaux.

L'un des objectifs affichés consiste ainsi à augmenter fortement la productivité individuelle des vaches laitières. La stratégie prévoit de porter la production quotidienne moyenne à près de 14 litres par vache, soit environ le double du niveau visé au moment de son lancement. Cette orientation témoigne de l'importance accordée à l'amélioration des performances à l'échelle des exploitations, au-delà de la seule augmentation du nombre d'animaux.

Pour les professionnels nigériens, l'expérience kényane représente donc un terrain d'observation particulièrement intéressant. La mission ne se limite pas à examiner les volumes de production. Elle permet également d'étudier les dispositifs qui accompagnent le développement de la filière, notamment les normes de qualité, les mécanismes de régulation, l'accès aux intrants, les services destinés aux éleveurs et l'organisation de la transformation.

Cette démarche intervient alors que le Nigeria cherche lui-même à accélérer la modernisation de son industrie laitière. En juin 2025, le gouvernement fédéral avait annoncé son ambition de doubler la production nationale afin de la porter à 1,4 million de tonnes par an à l'horizon 2030. Pour atteindre cet objectif, Abuja entend mobiliser les États fédérés, les

entreprises privées, les partenaires techniques ainsi que les communautés pastorales autour d'une feuille de route commune destinée à accroître les capacités de production et de transformation.

Depuis cette annonce, plusieurs initiatives témoignent d'un intérêt croissant des investisseurs pour le secteur. En juin 2026, Pure Dairy Herds a ainsi engagé des démarches en vue de développer une ferme laitière d'un montant annoncé de 250 millions de dollars dans l'État d'Ogun. Les informations disponibles ne précisent toutefois pas encore la capacité de production attendue de cette future infrastructure.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large. En mars 2026, le fonds souverain nigérian NSIA a signé un protocole d'accord avec la société britannique Asset Green Ltd pour la réalisation d'un projet évalué à près de 500 millions de dollars. Le programme prévoit notamment la valorisation de 20 000 hectares consacrés aux cultures fourragères, la création d'une ferme pouvant accueillir jusqu'à 10 000 vaches laitières ainsi que la mise en place d'une unité industrielle capable de transformer jusqu'à 200 000 tonnes de lait par an.

Le Nigeria avait également commencé à attirer l'attention d'investisseurs étrangers sur cette activité dès 2025. En juin de cette année-là, le groupe agroalimentaire qatari Baladna avait annoncé son intention d'investir dans la production et la transformation de lait dans l'État d'Ogun. À cette date, ni le montant de l'investissement ni la capacité prévue du projet n'avaient été communiqués.

L'accumulation de ces annonces traduit la volonté d'Abuja de faire évoluer une filière encore largement confrontée à des contraintes de productivité, d'organisation et de transformation. Pour le pays, l'enjeu dépasse en effet la simple augmentation de la production. Il s'agit aussi de développer les infrastructures permettant de collecter, conserver et transformer le lait, d'améliorer les standards de qualité et de créer des conditions favorables à l'émergence d'une industrie capable de répondre davantage à la demande intérieure.

SS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

LE MOMENT EST VENU DE GARANTIR LA CRÉATION DE L'ETAT PALESTINIEN, DÉCLARE SERGUEÏ LAVROV

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé que le moment était venu de garantir l'établissement de l'Etat palestinien, sur la base des résolutions et des cadres internationaux établis des Nations unies.

Dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, samedi soir, M. Lavrov a mis en garde contre la dégradation rapide de la situation en Cisjordanie occupée, en raison de l'intensification des activités coloniales sionistes, critiquant le retard dans la mise en œuvre du plan de paix pour la bande de Ghaza, approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le ministre russe des Affaires étrangères a, par ailleurs, exprimé la disponibilité de son pays à "coopérer de manière constructive avec les différentes parties internationales afin de contribuer à la réalisation de la stabilité et de l'apaisement au Moyen-Orient".

RI



CUBA RÉAFFIRME SON SOUTIEN AU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez Parrilla, a réaffirmé, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le soutien de son pays au droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, et souligné l'impératif de respecter la charte de l'ONU et ses principes consacrés en matière de décolonisation.

"Nous réaffirmons notre solidarité avec

le peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination", a déclaré samedi soir, Bruno Rodriguez Parrilla, lors de son discours officiel au Débat général de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le ministre cubain a, en outre, rappelé l'impératif de respecter la Charte des Nations unies, insistant sur le fait que la communauté internationale "doit garantir au peuple sahraoui son droit inaliénable à l'au-

todétermination, conformément aux résolutions de l'ONU".

Les déclarations du ministre cubain des Affaires étrangères font suite à la rencontre bilatérale du 22 septembre à New York avec son homologue sahraoui, Mohamed Yeslem Beisat, confirmant le soutien indéfectible de Cuba à la cause sahraouie juste.

RI

LES MAE RUSSE ET ALLEMAND SE RENCONTRENT POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 2022

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue allemand, Johann Wadephul, se sont brièvement rencontrés samedi au siège de l'ONU à New York. Il s'agit de la première rencontre de ce type depuis le début de l'opération militaire spéciale menée par la Russie en 2022.

La partie allemande a sollicité cette ren-

contre vendredi "à la toute dernière minute", a déclaré M. Lavrov. Les deux ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés avant le discours de M. Lavrov devant l'Assemblée générale.

"Cette initiative du ministre (allemand) des Affaires étrangères n'a rien apporté de nouveau", a déclaré M. Lavrov aux journalistes.

Lorsqu'on lui a demandé si la rencontre de samedi pouvait être considérée comme une reprise du dialogue entre la Russie et l'Allemagne, M. Lavrov a répondu que M. Wadephul avait simplement réitéré sa position officielle rendue publique.

RI

CRISE MIGRATOIRE

UN "LAXISME DÉLIBÉRÉ" DU MAKHZEN

La récente crise liée aux flux migratoires massifs et irréguliers à travers les frontières marocaines s'est transformée en une question de sécurité collective et suscité de vives critiques européennes dans ce qui est présenté comme un "laxisme délibéré" du makhzen.

Dans ce contexte, les événements liés aux mouvements migratoires massifs enregistrés aux frontières maroco-espagnoles depuis fin juillet dernier ont constitué le principal sujet de la réunion de Munich des ministres européens de l'Intérieur, tenue samedi en Allemagne, au cours de laquelle des responsables politiques européens ont vivement critiqué la manière dont le makhzen gère la question des frontières, estimant que la répétition de vagues massives de passages constitue une menace directe pour la sécurité collective de l'espace Schengen.

Selon des médias, la réunion a appelé à la création d'un "nouveau mécanisme européen d'urgence pour faire face aux crises migratoires", visant à instaurer des mesures exceptionnelles permettant d'accélérer les expulsions, de suspendre les délais judiciaires habituels pour le traitement des demandes d'asile, ainsi que de renforcer les prérogatives de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes "Frontex" afin d'imposer un contrôle direct et strict aux frontières adjacentes au Maroc.

Sur le plan politique, les pressions

exercées au sein du Parlement européen sur Rabat se sont également intensifiées. Des responsables politiques de premier plan, dont le président du Parti populaire européen (PPE), ont mis en garde le Maroc contre de "graves conséquences politiques et diplomatiques" s'il continuait à utiliser la question migratoire comme moyen de pression ou de chantage politique à l'encontre des Etats membres.

Les parlementaires européens ont également insisté sur la nécessité du respect total et inconditionnel de l'intégrité territoriale de l'UE, qualifiant d'"inacceptables et catégoriquement rejetées" toutes déclarations marocaines mettant en doute la souveraineté de l'Espagne sur ses frontières.

De leur côté, des organisations européennes et internationales de défense des droits de l'homme ont accompagné ces développements par des critiques dénonçant les violations flagrantes des droits humains et la répression violente exercée par les forces de sécurité marocaines contre les migrants et les mineurs sur les plages et aux abords des points de passage.

Ces organisations ont estimé que l'approche sécuritaire violente du makhzen vise à masquer l'échec de ses politiques, poussant des milliers de jeunes à prendre les embarcations de la mort vers une destination incertaine.

RI

FRANCE

LA DIASPORA SAHRAOUIE MULTIPLIE LES INITIATIVES EN SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES DE GDEIM IZIK

Les associations de la diaspora sahraouie en France ont multiplié, ces derniers jours, les initiatives de solidarité avec les prisonniers politiques Sahraouis du groupe de Gdeim Izik, en grève de la faim illimitée dans les prisons marocaines depuis mercredi dernier. Plusieurs associations de la diaspora sahraouie ont pris part, samedi, au rassemblement organisé à Paris à l'occasion de la Journée mondiale pour la paix, distribuant des brochures pour informer les participants à cet événement sur la situation des neuf prisonniers politiques Sahraouis du groupe de Gdeim Izik, détenus depuis plus de quinze ans dans les geôles marocaines.

Ces prisonniers ont entamé une grève de la faim illimitée pour dénoncer leurs conditions de détention et réclamer le respect de leurs droits, l'application des décisions et recommandations des mécanismes des Nations unies ainsi que leur transfert vers des établissements pénitentiaires proches de leurs familles au Sahara Occidental.

A travers cette mobilisation, les associations de la diaspora sah-

raouie ont appelé les citoyens, les associations, les syndicats et les organisations de défense des droits humains en France à exprimer leur solidarité avec les prisonniers de Gdeim Izik et à demander une réponse aux revendications qu'ils ont formulées. Dans le même contexte, la Ligue de la jeunesse et des étudiants sahraouis en France a organisé une rencontre de communication consacrée à la présentation des conclusions du dernier congrès de l'Union des étudiants sahraouis. La rencontre, qui s'est tenue dans un contexte marqué par plusieurs développements liés à la question nationale sahraouie, a été également l'occasion de débattre de la situation des prisonniers du groupe de Gdeim Izik.

Les jeunes participants ont exprimé leur solidarité avec les prisonniers sahraouis et leur soutien à leurs revendications, tout en soulignant l'importance de la mobilisation de la jeunesse et de sa présence dans l'espace public et associatif pour faire connaître la situation des Sahraouis et défendre leurs droits.

RI

ACTUALITES INTERNATIONALES

IA EN 2026

LES DÉPENSES ATTEIGNENT DES SOMMETS HISTORIQUES !

L'intelligence artificielle n'est plus seulement un gadget ou un test pour les entreprises. Selon une récente étude du cabinet Gartner, les investissements mondiaux dans l'IA vont exploser pour atteindre 2 700 milliards de dollars en 2026, soit une hausse spectaculaire de près de 50 % en un an, confirmant que l'IA s'impose désormais comme une composante incontournable de la gestion dans l'économie numérique.

Par Yakout Abina

L'intelligence artificielle n'est plus un simple terrain d'expérimentation, en l'espace de quelques années, elle s'est imposée comme l'un des principaux moteurs de transformation de l'économie numérique mondiale. L'essor spectaculaire de l'IA générative, capable de produire du texte, des images, du code ou des analyses en quelques secondes, a profondément modifié les stratégies d'investissement des entreprises et des fournisseurs technologiques. Aujourd'hui, l'IA s'intègre progressivement au cœur des applications métiers, des infrastructures cloud et même des équipements informatiques. Cette évolution marque le passage d'une phase d'exploration à une phase d'industrialisation à grande échelle. Selon une étude publiée le 16 septembre par Gartner, cabinet de référence dans le domaine du conseil et de la recherche technologique, les dépenses mondiales liées à l'intelligence artificielle devraient atteindre 2 700 milliards de dollars en 2026. Cela représenterait une progression de près de 50 % par rapport à l'année précédente, témoignant de l'accélération spectaculaire des investissements. Pour John-David Lovelock, Distinguished VP Analyst chez Gartner, cette dynamique traduit une évolution profonde du marché, les entreprises ne se contentent plus d'expérimenter l'IA, elles déploient désormais des solutions à grande échelle afin de transformer leurs activités et renforcer leur compétitivité.

La plus grande partie de ces investissements concerne les infrastructures technologiques. Gartner estime que ce segment représentera près de 1 480 milliards de dollars en 2026, englobant serveurs spécialisés, semi-conducteurs, équipements réseau, services cloud et capacités de calcul nécessaires à l'entraînement et à l'exécution des modèles.

Cette croissance est notamment tirée par la demande exponentielle en puissance de calcul. Les modèles d'IA générative nécessitent des ressources informatiques considérables, tant lors de leur phase d'apprentissage que lors de leur utilisation quotidienne. Face à cette situation, les grands fournisseurs de services cloud, tels qu'Amazon Web Services, Microsoft Azure ou Google Cloud, investissent massivement dans la construction de nouveaux centres de données et



dans l'acquisition de processeurs spécialisés. Cette course à la capacité de calcul est également bénéfique aux fabricants de semi-conducteurs, dont les technologies sont devenues essentielles à l'écosystème de l'intelligence artificielle.

Le cabinet souligne également une progression soutenue des dépenses logicielles. De plus en plus d'éditeurs intègrent des fonctionnalités IA dans leurs offres, qu'il s'agisse d'assistants conversationnels, de génération de contenu, d'analyse de données ou d'automatisation des processus. L'IA ne se limite plus à des projets isolés mais s'invite désormais dans les outils métiers déjà utilisés par les entreprises. Les plateformes de développement d'applications IA et les modèles génératifs figurent parmi les segments les plus prometteurs, portés par une adoption rapide

et une demande croissante.

Si les budgets progressent à un rythme soutenu, la question du retour sur investissement reste centrale pour les directions des systèmes d'information. Après l'engouement suscité par l'IA générative depuis fin 2022, les entreprises cherchent désormais à identifier les cas d'usage capables de produire des gains tangibles en productivité et en efficacité opérationnelle. Gartner estime toutefois que cette phase d'évaluation ne remet pas en cause la trajectoire du marché : l'intégration de l'IA dans les infrastructures, les logiciels et les services constitue désormais une évolution structurelle de l'industrie numérique, bien au-delà d'un simple cycle d'innovation.

Y.A

JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME NUMÉRISATION ET IA POUR VALORISER LE PATRIMOINE

Par Salim Nait Ouguelmim

La mise en avant du rôle de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA) dans le développement du tourisme, ainsi que la valorisation du patrimoine culturel et naturel local, ont constitué le cœur des activités organisées dimanche dans plusieurs wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme célébrée chaque année le 27 septembre.

À Sidi Bel-Abbès, la bibliothèque centrale du pôle universitaire de l'Université « Djillali-Liabès » a accueilli une manifestation scientifique et interactive, placée sous le slogan : « L'agenda numérique et l'intelligence artificielle pour repenser le tourisme ».

Organisée en coordination entre la direction du Tourisme et de l'Artisanat et l'université, sous la supervision du wali, Kamel Hadji, cette rencontre a été marquée par des communications axées sur l'utilisation de l'IA pour renforcer l'attractivité touristique.

Des étudiants et des diplômés de l'université ont, par ailleurs, présenté plusieurs programmes, applications et plateformes intelligentes destinés à valoriser le patrimoine et à améliorer la gestion des services touristiques. L'objectif est également d'accompagner la création de start-up et de microprojets pouvant contribuer au développement de l'économie locale.

Dans la wilaya de Mascara, les activités tenues à cette occasion ont mis en évidence l'accélération de la numérisation du secteur, notamment à travers la généralisation des services numériques au profit des établissements hôteliers et des agences de voyages, ainsi que la mise en place d'une carte et d'une plateforme numériques dédiées aux artisans.

Des vidéos promotionnelles consacrées aux sites emblématiques de la wilaya ont aussi été

projetées, en particulier celles mettant en lumière le patrimoine historique lié à l'Emir Abdelkader. Un défilé d'habits traditionnels a été organisé, de même qu'une cérémonie en l'honneur de plusieurs acteurs du secteur.

À Saïda, le wali, Amoumene Mermouri, a présidé une cérémonie de remise de cartes professionnelles à cinq guides touristiques, dans le cadre des festivités organisées au Centre de développement des compétences d'Algérie Télécom, sous le même slogan mondial.

La manifestation a également compté une exposition de produits du patrimoine et la présentation de modèles d'applications intelligentes, ainsi que des communications d'enseignants et de chercheurs portant sur l'usage des technologies modernes pour promouvoir et faire connaître la destination touristique locale.

Dans la wilaya de Tiaret, la forêt urbaine de loisirs « Le Radar » a accueilli des activités promotionnelles consacrées aux sept circuits touristiques agréés de la wilaya, avec la participation des secteurs de l'environnement, des forêts et de la culture.

L'accent a notamment été mis sur le tourisme forestier et agricole, à travers les offres présentées par les agences privées pour la saison automnale.

Une randonnée pédestre a aussi été organisée dans la forêt de Guezoul, permettant de découvrir plusieurs sites archéologiques, dont la khelwa (grotte) d'Ibn Khaldoun et les monuments funéraires des « Djeddars ». Cette initiative a mis en avant l'importance de leur protection et de leur valorisation, comme ressources susceptibles de contribuer à la création de richesses.

Dans la wilaya d'El-Bayadh, le secteur du tourisme et de l'artisanat a élaboré un programme incluant notamment une exposition consacrée à l'artisanat et aux habits traditionnels.

Des guides touristiques agréés ont reçu leur

carte à l'issue d'une formation organisée en coordination avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Une sortie de découverte de plusieurs monuments archéologiques et historiques a également été organisée, notamment vers la Zaouïa des Almohades, dans la commune de Roggassa, afin de promouvoir le tourisme dans la région.

À Béchar, la manifestation dédiée à l'artisanat et au tourisme s'est clôturée à la place de la République, au centre-ville, avec la participation d'environ 60 exposants, dont des artisans, des agences touristiques et des établissements hôteliers.

Des certificats d'agrément ont aussi été remis à 12 guides touristiques.

À cette occasion, il a été annoncé l'organisation, mercredi prochain, d'une journée d'étude à l'Université « Tahri-Mohamed », consacrée à l'approfondissement des discussions sur l'impact de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans la promotion de la destination touristique de la Saoura.

À Tindouf, les célébrations ont été marquées par l'organisation de concours dans les domaines de la gastronomie, de l'habillement et de l'artisanat traditionnel.

Des sessions de formation gratuites ont également été lancées à la Maison de l'artisanat du quartier Moussani, afin d'initier les jeunes aux métiers de la couture, à la fabrication de bijoux et d'objets en argent, ainsi qu'à la confection de pâtisseries. Cette démarche vise à préserver ces métiers et à en assurer la transmission aux générations futures.

Enfin, le jeune Mohamed Rahal a remporté le premier prix du meilleur film promotionnel consacré au tourisme local pour son œuvre intitulée « Retour aux racines ».

SNO

20E ÉDITION DE LA FÊTE DU FIGUIER À BENI MAOUCHE UN RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE POUR UN FRUIT PAS COMME LES AUTRES

Le village de Beni Maouche, dans la wilaya de Béjaïa, a accueilli la vingtième édition de la fête du figuier et des produits du terroir. Pendant trois jours, l'événement a réuni des centaines de producteurs venus de tout le pays afin de mettre en valeur la richesse de la figue algérienne, un fruit ancré dans de nombreuses traditions et reconnu pour ses bienfaits.

Par Hamida Indja

La 20e édition de la fête du figuier et des produits du terroir s'est tenue du 24 au 26 septembre, à Beni Maouche, dans le sud de la wilaya de Béjaïa. Cette manifestation a rassemblé environ 300 exposants issus de 12 wilayas différentes. Elle avait pour objectif de faire découvrir la figue algérienne et de présenter les divers produits agricoles de la région.

Organisé par l'association des producteurs de figues de la wilaya de Béjaïa, le salon a accueilli des agriculteurs et des producteurs venus de 12 wilayas : Béjaïa, Alger, Sétif, Bordj, Bou Arréridj, Médéa, Bouira, Tizi Ouzou, Boumerdès, Djelfa, Blida, Tougourt et ...Tamanrasset. De nombreux visiteurs, qu'ils résident dans la région ou qu'ils viennent d'ailleurs, se sont également déplacés pour assister à cette fête. Selon Amar Sahki, membre de l'association des producteurs de figues de la wilaya de Béjaïa, ce salon constituait un véritable grand marché de la figue à l'échelle nationale. L'association souhaite notamment mieux faire connaître ce produit dans toute l'Algérie, avant d'envisager, dans un second temps, de l'exporter vers d'autres pays du monde.

La figue était également très présente dans les montagnes d'Algérie. Le pays comptait plus de sept millions de figuiers et plus de 40 variétés, permettant de consommer la figue fraîche ou séchée. La figue sèche de Beni Maouche disposait en outre d'un label officiel, garantissant sa qualité et son origine.

L'Algérie n'est toutefois pas le seul pays à produire des figues. La Turquie fait partie des grands producteurs mondiaux et est notamment connue pour ses figues fraîches et séchées. La Grèce et l'Iran occupent aussi une place importante dans le commerce de ce fruit. D'autres pays, comme l'Égypte et la Tunisie, disposent également de leurs propres variétés.

Les figues ne se limitent pas aux variétés noires et vertes que nous voyons dans les marchés d'Alger. Il existe de nombreuses catégories, qui varient selon la couleur, la taille, le goût et la manière dont elles sont utilisées. En Algérie, des chercheurs ont d'ail-



leurs étudié plusieurs variétés locales à Béjaïa, ce qui a mis en évidence la grande diversité des figuiers algériens. Sur le plan nutritionnel, la figue est riche en fibres et apporte plusieurs minéraux, notamment le potassium, le calcium et le magnésium. Elle contient également des éléments naturels utiles pour la protection de l'organisme. La figue se consomme fraîche ou séchée. Elle entre aussi dans la préparation de la confiture, de la gelée et de différents desserts. En Algérie, la figue sèche fait partie des habitudes alimentaires traditionnelles, notamment associée à l'huile d'olive et à la galette d'orge ou de semoule. Enfin, la figue occupe aussi une place dans

le domaine des cosmétiques. Des chercheurs ont étudié l'utilisation d'extraits de Ficus carica, le nom scientifique du figuier, dans des produits destinés aux soins de la peau. Certaines études ont observé des effets sur l'hydratation, la production de sébum et la perte d'eau cutanée, ce qui explique l'intérêt accordé aux extraits de figue dans la fabrication de crèmes et de produits de beauté. Grâce à la fête de Beni Maouche, on a découvert que la figue n'est pas seulement un fruit essentiel à l'agriculture : elle représente aussi une tradition profondément liée à la cuisine et à de nombreux usages.

H I

INONDATIONS À BANGKOK DES MILLIERS D'HABITANTS ÉVACUÉS

D'importantes inondations ont frappé la capitale thaïlandaise Bangkok, dimanche, poussant des milliers d'habitants à se réfugier dans des centres d'accueil, tandis que d'autres se précipitaient pour acheter des provisions après plusieurs jours de fortes pluies qui ont submergé marchés, routes et habitations.

Plus de 330 millimètres de pluie sont tombés dans certains quartiers de la ville entre jeudi et dimanche, selon les services météorologiques.

Près de 4.900 per-

sonnes ont été évacuées vers des centres d'accueil et environ 52.000 foyers ont été touchés par les inondations, qui ont conduit à la déclaration de l'état de catastrophe pour l'ensemble de la capitale.

Le gouverneur de Bangkok, Chadchart Sittipunt, a indiqué dimanche, sur les réseaux sociaux, que plusieurs routes restaient inondées et que le niveau de l'eau dans les canaux de la ville demeurerait élevé, mais que les autorités s'efforçaient d'accélérer l'évacuation des eaux. Des centaines

d'écoles resteront fermées lundi, selon les autorités municipales.

Des inondations ont également été signalées dimanche dans 25 provinces de Thaïlande, selon le Département de prévention et d'atténuation des catastrophes.

La Thaïlande est habituée aux fortes pluies et septembre correspond au pic de la saison humide, mais plusieurs habitants de Bangkok ont estimé que la situation était cette année pire que les précédentes.

R.Env

CHINE UN GLISSEMENT DE TERRAIN ET UNE COULÉE DE BOUE FONT TROIS DISPARUS AU FUJIAN

Un glissement de terrain et une coulée de boue survenus samedi sur un projet de nivellement de terrain dans le bourg de Bili du district de Luoyuan, dans la province chinoise du Fujian (est), a fait trois disparus, selon les autorités locales de gestion des urgences. Deux maisons ont été endommagées, selon un communiqué publié par le

centre de commandement des urgences du district de Luoyuan.

A la suite de l'incident, les autorités du district ont rapidement mis en place un centre de commandement sur le site et activé un plan d'intervention d'urgence. Six équipes comprenant 116 sauveteurs professionnels ont été dépêchées pour rechercher les disparus et mener à

bien le travail d'intervention d'urgence. La route bloquée a depuis été rouverte.

Le district poursuivra les efforts de recherche et de secours, se prémunira contre les catastrophes secondaires, déterminera dès que possible la cause de l'incident et gérera les suites de la catastrophe, indique le communiqué.

R.Env

TIMIMOUN MOBILISATION SANS RELÂCHE DES SERVICES FORESTIERS FACE À L'AVANCÉE DES SABLES

Les services des forêts de la wilaya de Timimoun déploient d'intenses efforts afin de freiner le phénomène de désertification et d'ensablement au niveau des périmètres agricoles, des ksour et des groupements résidentiels, a-t-on appris samedi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya. Ces actions englobent notamment la fixation mécanique des sables au moyen de palissades en palmes pour freiner l'avancée des dunes, localement connues sous la désignation "d'Afrag" ou "Essed", permettant de piéger et bloquer la progression dunaire, mais aussi la plantation d'arbres xérophytes constituant des barrières naturelles pour empêcher le déplacement des sables vers les zones agricoles et urbaines, a indiqué à l'APS M. Zenagui Abdelhafid, conservateur des forêts de la wilaya. Ainsi, des opérations de clayonnage et de fixation mécanique des sables par le quadrillage en palmes sèches ont été inscrites et réalisées, d'année en année, dans les communes de Talmine, Tinerkouk, Ksar-Kaddour, Ouled-Aïssa et Cherouine.

De même, des ceintures vertes comme barrières végétales ont été réalisées au ksar Belghazi dans la commune de Deldoul, en plus de l'introduction d'essences fruitières résistante au stress hydrique et à l'ensablement, réparties sur une superficie de 100 hectares à travers 10 communes, au profit de plus de 700 agriculteurs.

Une barrière végétale protectrice a été réalisée autour de la zone humide de l'oasis d'Ouled-Saïd a, en outre, été réalisée comme expérience pilote usant de la technique de fixation des sables, dans le cadre d'une campagne de volontariat, en coordination avec l'Institut national de recherche forestière (station d'Adrar).

Une commission locale constituée de divers partenaires et de représentants des secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'environnement et de l'agriculture, a, par ailleurs, été créée avec pour mission de coordonner et suivre les différents programmes et projets de lutte contre la désertification.

En parallèle des interventions sur le terrain, les services forestiers s'investissent pleinement dans la sensibilisation et la vulgarisation ainsi que l'implication de la société civile, soulignant la gravité du phénomène et la nécessité de maintenir les campagnes de boisement afin de protéger les systèmes écologiques, sécuriser les communautés locales et préserver l'infrastructure et l'économie.

R.Env

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

VIOLENCES ET INSÉCURITÉ

L'AFRIQUE DU SUD FACE AUX FUSILLADES MEURTRIÈRES

Deux fusillades ont fait au moins 27 morts à Johannesburg et au Cap, illustrant l'ampleur de la violence armée en Afrique du Sud. Le pays, qui compte environ 62 millions d'habitants, enregistre près de 65 homicides par jour, soit un niveau près de huit fois supérieur à celui des États-Unis. Derrière ces violences se dessinent la circulation libre des armes à feu, les rivalités entre gangs et de profondes inégalités sociales.

Par Chaïmaa Sadou

Deux fusillades meurtrières ont frappé l'Afrique du Sud le week-end dernier. Samedi, dans un bar de l'ouest de Johannesburg, huit hommes armés de fusils d'assaut ont ouvert le feu sur les clients. Dix-sept personnes ont été tuées et quinze autres blessées. Quatre femmes figurent parmi les victimes. Les assaillants ont ensuite incendié deux véhicules avant de prendre la fuite. Le mobile de l'attaque reste inconnu et aucun suspect n'a été arrêté.

Dimanche matin, une seconde attaque a visé un lieu de divertissement dans un township situé près du Cap. Dix personnes ont été tuées et onze autres blessées. Cinq victimes sont mortes sur place, tandis que les autres ont succombé à leurs blessures à l'hôpital. Aucun suspect n'a, là encore, été interpellé.

Ces deux attaques surviennent dans un contexte de violence persistante. Selon la police sud-africaine, le pays enregistre près de 65 homicides par jour, soit environ deux morts toutes les heures. Avec un taux d'homicide d'environ 45 pour 100 000 habitants, l'Afrique du Sud figure parmi les pays affichant les niveaux de violence les plus élevés au monde, très au-dessus de la moyenne du G20, estimée à 4,27. Une situation qui nourrit les comparaisons avec les États-Unis, eux aussi confrontés à des fusillades de masse récurrentes.

Depuis le début de l'année, les autorités sud-africaines peinent toutefois à établir un bilan exhaustif de ces fusillades. Aux États-Unis, 499 fusillades de masse ont été recensées en 2024 par le Gun Violence Archive. L'organisme considère comme fusillade de masse tout incident au cours duquel au moins quatre personnes ont été touchées par balle, à l'exclusion du tireur. En Afrique du Sud, Gun Free South Africa a recensé plus de 80 fusillades de masse en 2024, selon une définition différente, correspondant aux incidents ayant causé la mort d'au moins quatre personnes au même moment. Avec un taux d'homicide de 5,1 pour 100 000 habitants aux États-Unis, la violence meurtrière reste ainsi nettement plus élevée en Afrique du Sud.

Les jeunes hommes des quartiers défavorisés figurent parmi les principales victimes de ces violences, dans un contexte marqué par les rivalités entre gangs et les conflits liés au contrôle des territoires. Les femmes sont également confrontées à des formes spécifiques de violence. À Johannesburg, dix femmes ont été tuées en l'espace de deux mois dans une même municipalité. La dernière victime a été retrouvée à moitié dévêtue et tuée à coups de pierres. La police offre une récompense de 400 000 rands, soit environ 25 000 dollars, pour toute information susceptible de permettre l'arrestation des responsables.

La circulation des armes à feu constitue l'un des principaux facteurs de cette violence.



L'Afrique du Sud dispose d'une législation stricte en matière d'armes, mais le pays reste confronté à un important trafic. Selon l'African News Agency, 99 % des armes illégales proviennent de sources nationales. Elles seraient notamment issues d'armes perdues ou volées à des propriétaires légaux, mais aussi détournées des arsenaux de l'État. Au cours des cinq dernières années, plus de 3 400 armes appartenant à la police auraient ainsi été perdues ou volées, dont seulement 559 auraient été récupérées.

Selon la Fondation sud-africaine pour la sécurité, environ quatre millions d'armes circuleraient illégalement dans le pays, contre trois millions d'armes légalement enregistrées. Chaque année, des milliers d'armes sont perdues ou volées, alimentant un marché clandestin difficile à contrôler. Des experts plaident notamment pour un renforcement de la traçabilité et des contrôles. La circulation de ces armes contribue à entretenir les violences et les règlements de comptes.

Cette situation s'inscrit dans une histoire ancienne. Dès 1962, les États-Unis ont interdit la vente d'armes à l'Afrique du Sud pour protester contre l'apartheid, avant de renforcer cet embargo en 1986. Malgré ces restrictions, des armes ont continué à circuler. À la fin de l'apartheid, en 1994, le pays disposait ainsi d'importants stocks d'armes, tandis que les violences héritées de cette période continuaient de peser sur la société sud-africaine.

Face à cette situation, les autorités ont régulièrement recours à l'armée pour soutenir les forces de police. En mars, des soldats ont

notamment été déployés à Johannesburg. Le président Cyril Ramaphosa a qualifié la criminalité endémique de menace majeure pour le pays. L'armée avait déjà été mobilisée en 2020 pendant la pandémie de Covid-19, en 2021 après l'emprisonnement de l'ancien président Jacob Zuma et en 2023, à la suite d'une série d'incendies de camions. En 2019, quelque 1 300 soldats avaient également été déployés dans les Cape Flats, autour du Cap, une zone particulièrement touchée par les violences liées aux gangs. Malgré ces opérations, les fusillades et les autres formes de criminalité violente demeurent un défi majeur pour les autorités.

Au-delà de la violence, la malnutrition des enfants reste un défi majeur. Le Programme national de nutrition scolaire fournit des repas à plus de 9 millions d'élèves. Pour beaucoup, c'est le seul repas de la journée. Une alimentation équilibrée est essentielle pour se concentrer et apprendre. Les carences en fer, en iode et en vitamine A nuisent au développement cognitif. Améliorer la qualité des repas scolaires est donc un investissement pour l'avenir.

Ces fusillades rappellent que l'Afrique du Sud reste confrontée à des défis colossaux. La circulation des armes, les rivalités criminelles et les difficultés sociales alimentent une violence endémique. Si la comparaison avec les États-Unis est tentante, la réalité sud-africaine a ses spécificités. Le chemin vers la paix sociale sera long, mais il passe par un contrôle strict des armes et une lutte contre les causes profondes de la criminalité.

C.S

DON DE SANG

LE CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN ORGANISE UNE CAMPAGNE À ALGER

- Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a organisé, dimanche à Alger, une campagne de don de sang visant à encourager la participation des citoyens à ce type d'initiatives et à promouvoir des comportements sains, contribuant à la préservation de la santé.

Cette initiative vise, selon ses organisateurs, à collecter le plus grand nombre possible de poches de sang et à les acheminer directement vers le Centre de transfusion sanguine (CTS) de l'hôpital de Zéralda, afin de prendre en charge les grands brûlés, tout

en contribuant à promouvoir et à ancrer la culture du don régulier de sang et à sensibiliser la société à sa noble portée humanitaire. A ce propos, la bénévole du CRA, Wassila Benouareth, a estimé que cette initiative, organisée en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS), vient dans "le prolongement des programmes et des initiatives menés par le CRA à travers les différentes wilayas du pays, en vue de sensibiliser à l'importance du don de sang et d'encourager les citoyens à y participer, tout

en contribuant à augmenter les réserves de sang et à assurer la disponibilité de cette matière vitale au profit des patients et des blessés, notamment dans les cas nécessitant une transfusion sanguine urgente".

A travers ses campagnes continues de don de sang, le CRA réaffirme l'importance de faire du don "un comportement sain profondément ancré, le sang étant une matière vitale qui ne peut être fabriquée ni remplacée".

RS

FOOT/QUALIFICATIONS CAN U23

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE BOUCLE SON PREMIER STAGE À ALGER

L'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) a bouclé son premier stage effectué à Alger dans le cadre de son programme de préparation en prévision du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027 de la catégorie, a annoncé la Fédération algérienne (FAF), dimanche.

Entamé lundi dernier, ce regroupement a pris fin samedi dernier par une dernière séance d'entraînement effectuée sur l'une des pelouses du Centre technique national de Sidi Moussa.

A noter que deux joueurs, Mohamed Ramdaoui et Wilssem Boussaid, ont quitté le regroupement en raison de blessures.

Les protégés du sélectionneur national Rafik Saïfi poursuivront leur préparation en Afrique du Sud, où ils se rendront ce dimanche pour effectuer leur deuxième stage, ponctué par deux

rencontres amicales face à la sélection sud-africaine, prévues les 1er et 4 octobre prochains à Durban.

Le staff technique profitera de la double confrontation en Afrique du Sud pour poursuivre l'évaluation de son groupe et parfaire sa préparation en vue du deuxième tour préliminaire des qualifications de la CAN-U23, prévu en novembre prochain.

L'Algérie sera opposée, lors de ce tour, au vainqueur de la double confrontation entre le Malawi et l'Eswatini.



RSa

LIGUE 1 MOBILIS

LA LFP DÉVOILE LE PROGRAMME DES DEUX PROCHAINES JOURNÉES

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé le programme détaillé des deux prochaines journées (4e -5e) du championnat professionnel de Ligue 1 Mobilis. Dans un communiqué, la Ligue a précisé que la quatrième journée se déroulera les 7, 8 et 9 octobre, tandis que la cinquième journée est programmée les 12, 13 et 14 octobre.

La quatrième journée débutera le 7 octobre avec le déroulement de trois rencontres dont le derby entre les deux voisins: l'ES Ben Aknoun et la JS El Biar, et le choc CR Belouizdad -USM Khenchela. Trois matchs sont programmés le 8 octobre, dont MC Oran-ES Sétif. L'épilogue de cette journée aura lieu le 9 octobre avec les deux dernières rencontres au programme, JSK-ASO et MCA-CRT.

La cinquième journée de Ligue 1 débutera le 12 octobre avec la programmation de deux rencontres, USMK-CSC et JSEB-CRB. Trois rencontres auront lieu le 13 octobre, dont les chocs ASO-MCA et USMA-JSS. Les trois derniers matchs de cette journée se joueront le 14 octobre avec à l'affiche ESS-JSK.

Le programme de la 4e et 5e journées de L1:
4e Journée:
7 octobre 2026
ES Ben Aknoun- JS El Biar 18h00
CS Constantine- US Biskra 18h00
CR Belouizdad -USM Khenchela 20h00
8 octobre 2026
MB Rouissat - USM Alger 18h00
JS Saoura- Olympique Akbou 18h00
MC Oran- ES Sétif 20h00
9 octobre 2026
JS Kabylie- ASO Chlef 18h00
MC Alger - CR Temouchent 20h00
5e Journée :
12 octobre 2026
USM Khenchela - CS Constantine 15h00
JS El Biar- CR Belouizdad 15h00
13 octobre 2026
US Biskra- MC Oran 15h00
ASO Chlef- MC Alger 18h00
USM Alger - JS Saoura 20h00
14 octobre 2026
Olympique Akbou - ES Ben Aknoun 15h00
ES Sétif - JS Kabylie 18h00
CR Temouchent - MB Rouissat 18h00.

FOOTBALL/MONDIAL-2026 DES AMPUTÉS

L'ALGÉRIE DANS LE GROUPE A AVEC LE MEXIQUE, L'ITALIE ET LE LIBERIA

La sélection algérienne de football pour amputés (handisport) évoluera dans le groupe A de la Coupe du monde 2026, aux côtés du Mexique, pays hôte, de l'Italie et du Liberia, à l'issue du tirage au sort effectué samedi.

Prévue du 13 au 22 novembre à San Juan de los Lagos (Mexique), la compétition réunira 24 sélections réparties en six groupes de quatre.

Pour sa première participation à une phase finale mondiale, l'Algérie abordera ce rendez-vous avec l'expérience acquise lors de la CAN-2024 au Caire, où elle avait également fait ses débuts dans une compétition continentale. Les Verts avaient atteint les demi-finales après avoir notamment éliminé l'Angola (2-1) en quarts de finale, un succès qui leur avait assuré la qualification au Mondial-2026.

La sélection nationale avait finalement décroché la médaille de bronze, après sa victoire face au Nigeria (3-1) dans le match de classement.

Cette performance avait constitué une entrée remarquée de l'équipe algérienne sur la scène continentale, après seulement quelques mois de préparation.

Au Mondial mexicain, les protégés de l'entraîneur Megaiz Boumédiène retrouveront donc le Li-

beria, l'Italie et le Mexique. Ce dernier accueillera pour la deuxième fois la compétition, après l'édition de 2018 remportée par l'Angola.

Cette première sortie mondiale permettra ainsi à l'Algérie de mesurer les progrès réalisés depuis sa révélation lors de la CAN-2024, face à des adversaires issus de différentes écoles du football pour amputés.

L'objectif sera notamment de capitaliser sur l'expérience acquise au Caire et de franchir un nouveau palier sur la scène internationale.

Pour ce faire, l'équipe nationale a achevé à Oran (Village méditerranéen) un autre stage de préparation en présence de l'ensemble de l'effectif retenu pour ce rendez-vous mondial.

Dans les autres groupes, la Türkiye, l'Espagne, le Nigeria et l'Egypte composent le groupe B, tandis que le Brésil, le Japon, l'Allemagne et l'Ukraine se retrouvent dans le groupe C. Le groupe D réunit l'Angola, la Colombie, le Ghana et l'Irak, tandis que l'Ouzbékistan, le Maroc, les Etats-Unis et l'Uruguay sont versés dans le groupe E. Enfin, le groupe F regroupe l'Angleterre, la Pologne, l'Iran et le Costa Rica.

RS

HALTÉROPHILIE / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE ET ARABES 2026 (CADETS/JUNIORS)

354 ATHLÈTES ENGAGÉS DU 5 AU 13 OCTOBRE À MOSTAGANEM

Trois-cent-cinquante-quatre athlètes (garçons et filles), représentant trente et une nations, dont l'Algérie, ont confirmé leur participation aux Championnats d'Afrique et Arabes d'haltérophilie (cadets/juniors), prévus du 5 au 13 octobre prochain à Mostaganem, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de la discipline.

"Il y aura 200 haltérophiles chez les garons et 154 chez les filles, pour un total de 354 participants" a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux.

L'Algérie, pays hôte des deux événements, sera engagée avec 26 athlètes (garçons et filles) dans

RS

les Championnats d'Afrique, et par 20 athlètes (garçons et filles) dans les Championnats Arabes, a-t-on détaillé de même source.

L'haltérophilie algérienne avait brillé aux Jeux Méditerranéens de Tarente, disputés dernièrement en Italie, grâce notamment aux frères Farès et Aymen Touaïri, qui avaient glané trois médailles, dont deux en or.

Sur cette lancée, la Fédération algérienne espère obtenir des résultats tout aussi probants dans ces Championnats d'Afrique et Arabes, d'autant que les deux compétitions se dérouleront à domicile.

RS

FOOT/ LIGUE 1/ OLYMPIQUE AKBOU

BENSMAIN NOUVEL ENTRAÎNEUR ADJOINT

L'Olympique Akbou (Ligue 1 Mobilis de football), a annoncé dimanche la nomination du technicien Saber Bensmain, au poste d'entraîneur adjoint de l'équipe première, dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

Bensmain (50 ans), qui avait occupé notamment le poste de sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20), succède au technicien Abdelatif Bouazza, démissionnaire.

L'Olympique Akbou, dirigé par Abdelkader Amrani, avait idéalement

lancé sa saison en s'imposant en déplacement face au promu, la JS El-Biar (2-0), avant de concéder deux défaites de rang, d'abord en déplacement face au MB Rouissat (2-0), puis à domicile contre l'USM Alger (3-2).

Lors de la reprise du championnat, les Akbouciens seront en appel à Béchar pour défier la JS Saoura, le jeudi 8 octobre au stade du 20-août 1955 (18h00), à l'occasion de la quatrième journée, programmée les 7, 8 et 9 octobre prochain.

RS

FOOT / QUALIFICATIONS CAN-2027 U20 (ZONE UNAF)/ 2E JOURNÉE

L'ALGÉRIE S'IMPOSE FACE À LA LIBYE (3-1)

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) s'est imposée face à son homologue libyenne 3-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé dimanche au Suez Canal Stadium d'Ismailia (Egypte), comptant pour la 2e journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, prévu au Ghana.

Tout s'est joué en seconde période. Les Algériens ont ouvert le score grâce à Mohamed Seddik (56'), avant que le capitaine Yanis

Sellami ne fasse le break d'une belle tête (73'). Yacine Aïche a marqué le troisième but en fin de match (88'). La Libye a réduit le score dans le temps additionnel par Mohamed El-Hamadi (90'+3).

Lors de son entrée en lice, jeudi, l'Algérie avait fait match nul devant la Tunisie (1-1), alors que la Libye s'est inclinée face à l'Egypte (2-0).

L'Algérie s'empare provisoirement de la tête du classement avec 4 points, devant l'Egypte (3 points). La Tunisie suit derrière à la troisième place avec un seul point,

alors que la Libye ferme la marche avec 0 point.

Les juniors algériens enchaîneront en affrontant le Maroc, mercredi (14h30) pour le compte de la troisième journée.

Pour ce tournoi, le sélectionneur national Hocine El-Orfi a retenu 24 joueurs.

A l'issue du tournoi, les deux premières sélections au classement seront qualifiées pour la phase finale de cette CAN U20, en tant que représentantes de la zone UNAF.

RS

12^e ÉDITION DU FORUM INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG DES CULTURES UNIES

L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE EN MATIÈRE DE PROTECTION DU PATRIMOINE MISE EN AVANT

Dans le cadre des travaux de la 12^e édition du Forum international de Saint-Pétersbourg des cultures unies, en Russie, qui s'est tenu du 23 au 27, l'expert archéologue et directeur de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab (OPVM), Kamel Ramdane, a présenté l'expérience de l'Algérie en matière de sauvegarde et de protection du patrimoine culturel matériel, ainsi que les efforts déployés pour préserver le patrimoine vivant, assurer sa continuité et le transmettre aux générations futures.

Par Malika Azeb

Dans son intervention intitulée « Le parcours pionnier du ministère de la Culture et des Arts dans la préservation du patrimoine vivant », M. Ramdane a également présenté le rôle de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab, depuis sa création en 1970, dans le domaine de la protection, de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel immatériel, de la numérisation et de l'inventaire du patrimoine et des manuscrits, ainsi que le rôle des institutions spécialisées dans ce domaine. La communication a également abordé « les projets numériques modernes du ministère de la Culture et des Arts, notamment le portail géographique qui s'appuie sur les technologies des systèmes d'information géographique (SIG) au service de la protection, de la documentation et de la valorisation du patrimoine culturel ».

En marge de la visite de travail effectuée par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Boudouda, en Fédération de Russie pour prendre part aux travaux de la 12^e session de ce forum, « un mémorandum d'entente d'une durée de trois ans a été signé dans ce cadre entre l'OPVM, représenté par son directeur, Kamel Ramdane, et le Centre d'arché-



logie de sauvetage relevant de l'Institut d'histoire de la culture matérielle de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie, représenté par la Dr Natalia Fedorovna Solovieva ».

Ce mémorandum vise à « renforcer la coopération scientifique, technique et culturelle entre les deux institutions et développer le

partenariat dans le domaine de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel, en sus de l'échange d'expertises, d'informations et d'experts, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de coopération entre l'Algérie et la Russie en matière de protection du patrimoine ». La signature de ce mémorandum d'entente s'est

déroulée « sous la supervision officielle du Pr Mikhaïl Piotrovski, directeur général du musée de l'Ermitage et président de l'Union des musées de Russie », qui est également un orientaliste et chercheur en archéologie spécialisé dans l'histoire arabe et la civilisation islamique.

MA

MUSÉE DU MOUDJAHID DE TISSEMSILT PRÈS DE 1.900 VISITEURS DURANT LE 3^e TRIMESTRE 2026

Le musée du Moudjahid de la wilaya de Tissemsilt a accueilli près de 1.900 visiteurs durant le troisième trimestre de l'année en cours, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur par intérim de l'établissement, Fayçal Bekri.

M. Bekri a précisé que ce nombre se répartit entre plus de 1.300 visiteurs individuels et 550 visiteurs au titre des visites programmées, organisées en coordination avec différents organismes et institutions de la wilaya, notamment les corps de sécurité, les Douanes algériennes et les Scouts.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre des efforts du musée visant à faire connaître l'histoire de la région de l'Ouarsenis, relevant de la Wilaya IV historique, ainsi que l'histoire de la glorieuse guerre de libération nationale en général.

Le même responsable a indiqué que le musée avait organisé, durant la même période, six conférences historiques animées par des enseignants et des chercheurs spécialisés en histoire, ainsi que dix expositions consacrées à la commémoration de plusieurs événements et étapes historiques liés à la Révolution de libération, notamment ceux ayant trait à la Wilaya IV historique, et à

la célébration de journées et fêtes nationales.

Le musée a également organisé quatre sorties sur le terrain à la découverte de sites et monuments historiques, notamment le cimetière des martyrs de Bab El-Bekkouché, dans la commune de Lardjem, ainsi que le centre de torture datant de l'époque coloniale française à Aïn-Sfa, dans la commune de Tissemsilt.

Ce dernier constitue l'un des sites historiques témoignant des pratiques de la colonisation française et des crimes commis contre le peuple algérien, a souligné la même source.

Dans le cadre de ses efforts visant à préserver la mémoire nationale, le musée a, par ailleurs, recueilli les témoignages de plusieurs moudjahidine et moudjahide sur leur participation à la guerre de libération dans la Wilaya IV historique. La durée totale de ces témoignages a dépassé trois heures et 33 minutes, a-t-on indiqué.

Au cours de la même période, près de 170 publications historiques ont également été distribuées aux visiteurs et aux personnes intéressées, a ajouté le même responsable.

RC

OUVERTURE D'UN COLLOQUE NATIONAL À BISKRA L'AGROTOURISME OASIEN, VOUS CONNAISSEZ ?

Un colloque national intitulé "l'agrotourisme oasien comme enjeu stratégique pour un développement local durable", organisé à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, a été inauguré, dimanche à Biskra, dans la salle de conférences du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA).

Le président du colloque, Dr Tarek Mekhane, chercheur au département du développement économique du CRSTRA, a souligné dans son intervention que les zones agricoles de Biskra disposent de nombreux atouts favorables au développement de l'agrotourisme oasien.

Il a notamment cité les vastes palmeraies, la richesse du patrimoine culturel et les compétences humaines locales, autant de ressources qui peuvent contribuer à la création d'espaces et d'activités touristiques attractifs, en harmonie avec les spécificités et les potentialités du territoire.

Il a également souligné que la palmeraie, au-delà de sa vocation agricole, peut constituer un véritable trait d'union entre agriculture et tourisme. Sa valorisation touristique passe notamment par l'implication des agriculteurs et des investisseurs dans la création d'aménagements et de structures d'accueil permettant aux

visiteurs de découvrir les palmeraies et d'en apprécier la beauté, tout en veillant à préserver leur authenticité et leur caractère oasien.

De son côté, le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Abdelaziz Boubidi, a déclaré que "l'initiative de promouvoir ce type de tourisme vise à encourager l'innovation et à renforcer la compétitivité des destinations touristiques, ce qui contribue à l'activité économique et à la diversification des sources de revenus".

Il a également affirmé que "l'exploitation du développement technologique, de la numérisation et des espaces de communication sociale contribue à la réussite de cette initiative en attirant de nombreux touristes de l'intérieur et de l'extérieur du pays".

Il convient de noter que ce colloque, prévu sur deux jours, organisé par le CRSTRA de Biskra en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, réunit des représentants des directions des services agricoles (DSA), du tourisme et de l'artisanat, du commerce, ainsi que de l'environnement, en plus d'agriculteurs de plusieurs wilayas et d'investisseurs dans le domaine touristique.

RC

DESTINÉE

L'IA SERA-T-ELLE LA NOUVELLE BABEL DU XXIE SIÈCLE?

Tout comme les bâtisseurs de la Tour de Babel qui croyaient que leur technologie surmonterait toutes leurs limitations, il existe aujourd'hui un risque de surestimer la capacité de l'IA à unifier le savoir humain. En réalité, l'accumulation de données biaisées et d'illusions technologiques ne fait qu'accroître la confusion au lieu d'éclaircir la vérité et cela pourrait engendrer une rupture linguistique et culturelle majeure.

Par **Germán Gorraiz López**
In mondialisation.ca, 25 septembre 2026

Le parallèle avec la Tour de Babel. Le mythe de la Tour de Babel raconte comment l'humanité, dans sa tentative de construire une tour atteignant les cieux, fut punie par la confusion des langues, qui entrouvrit la coopération et dispersa les peuples. Dans le développement actuel de l'IA, le risque est à la fois structurel et humain. Alors que différentes nations et entreprises développent leurs propres intelligences artificielles de manière isolée, nous nous dirigeons vers un scénario d'incompréhension mondiale. Par conséquent, il est probable qu'un phénomène similaire à celui de la Tour de Babel se produise avec l'intelligence artificielle en raison de la fragmentation géopolitique, de l'absence de normes universelles et du manque de communication entre les écosystèmes technologiques fermés.

L'illusion de l'omniscience (Hybris. L'hybris était perçue

comme l'excès, l'orgueil démesuré ou l'arrogance d'un mortel osant se comparer aux dieux ou défier l'ordre cosmique. Lorsqu'un être humain sombrait dans l'hybris, il provoquait inévitablement la colère des dieux, qui envoyaient Némésis (justice ou châtement divin) pour rétablir l'équilibre par sa chute ou sa tragédie. De même que les bâtisseurs de la Tour de Babel croyaient que leur technologie surmonterait toutes leurs limitations, il existe aujourd'hui un risque de surestimer la capacité de l'IA à unifier le savoir humain.

Facteurs à l'origine d'une «Babel de l'IA». Souveraineté technologique et géopolitique: des pays comme les États-Unis, la Chine et les membres de l'Union européenne cherchent à créer leurs propres IA souveraines, soumises à des lois, des valeurs éthiques et à une censure différentes. Ainsi, une IA formée selon les réglementations occidentales aura un «langage» idéologique et opérationnel différent de celui d'une IA développée en Asie ou dans les pays du Sud. Incompatibilité entre les modèles (multi-agents): les entreprises

technologiques créent des modèles propriétaires et fermés (écosystèmes cloisonnés). Lorsque les systèmes d'une entreprise tentent de communiquer ou de négocier avec ceux d'une autre, l'absence de protocoles universels de compréhension entraîne des défaillances, des biais ou la perte d'informations critiques.

Biais culturels et linguistiques: La plupart des grands modèles de langage sont principalement entraînés en anglais ou dans d'autres langues dominantes. Bien que des modèles locaux existent, la perte des nuances culturelles dans les langues minoritaires crée un profond fossé d'interprétation, isolant des communautés entières de l'écosystème de l'IA avancée.

L'hiver de l'IA. L'hiver de l'IA serait synonyme de manque de rentabilité à court terme. Si les investissements massifs actuels ne produisent pas les rendements escomptés, les géants de la tech cesseront de coopérer sur les standards ouverts. Pour maximiser leurs profits, ils cloisonneront davantage leurs technologies au sein de «jardins

fermés». Au lieu d'une IA mondialement interconnectée, nous aurions des systèmes isolés, accessibles uniquement par abonnement, fragmentant ainsi les connaissances et engendrant une déconnexion linguistique et culturelle massive.

Si les financements venaient à se raréfier, seule une poignée de nations riches (comme les États-Unis ou la Chine) ou de grandes entreprises pourraient continuer à financer l'infrastructure, laissant de côté les langues minoritaires et les pays en développement, car l'entraînement des modèles pour ces derniers ne serait plus rentable. Cela créerait une rupture linguistique et culturelle massive, au cœur du mythe de Babel. En bref: la bulle financière de l'IA n'arrêterait pas complètement le développement de cette technologie, mais elle anéantirait le rêve d'une IA universelle, ouverte et collaborative, nous laissant avec des outils coûteux et fragmentés, incapables de se comprendre: la nouvelle Babel du XXIe siècle.

Germán Gorraiz López

ALLIANCES LE CANADIEN MARK CARNEY SE TOURNE VERS L'UE

Par **Ahmed Adel**
[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca), 26 septembre 2026

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a profité de son discours sur l'état de l'Union prononcé à Strasbourg le 16 septembre pour inviter le Canada à devenir le premier «membre associé» de l'Union européenne, en présence du Premier ministre Mark Carney dans l'hémicycle (Parlement européen).

Cette proposition, dont le statut reste à définir au regard du droit européen, intervient alors que Washington, Mexico et Ottawa renégocient – voire abandonnent – l'accord commercial tripartite qui lie l'Amérique du Nord depuis plus de 30 ans.

Lors de son discours annuel sur l'état de l'Union européenne, Mme von der Leyen a déclaré à M. Carney: «Je souhaiterais travailler avec vous pour ouvrir la voie à l'adhésion du Canada en tant que premier membre associé de l'UE.» Elle a ajouté: «Nous partageons un même océan, un même ensemble de valeurs, une même vision du monde. Et nous allons désormais construire ensemble notre avenir commun.» À la suite des propos de Mme von der Leyen, M. Carney a déclaré que cette initiative élargirait les horizons économiques du Canada et rendrait le pays moins vulnérable aux pressions exercées par d'autres pays. Il accueillera également les dirigeants européens à Montréal fin octobre afin de discuter en profondeur de cette proposition qui n'a pas encore été officialisée.

Le recentrage économique de Carney intervient dans un contexte de tensions vives avec les États-Unis. Le président Donald Trump a à plusieurs reprises minimisé l'importance des accords commerciaux bilatéraux existants. Depuis la signature de l'ALENA en 1994, le Mexique, les États-Unis et le Canada forment l'un des blocs de libre-échange les plus importants au monde depuis plus de trois décennies. Cet accord semble désormais toucher à sa fin.

Le dirigeant canadien s'oppose à Trump et s'inscrit dans le projet économique mondialiste de l'Europe. Plus important encore, le rapprochement d'Ottawa avec Bruxelles confirme que Carney n'agit pas seul et qu'il est en parfaite coordination avec les gouvernements européens pour faire pression sur l'administration Trump.

Trump a réagi négativement à cette initiative du

Canada et de l'UE, la qualifiant d'«acte hostile», menaçant d'imposer des droits de douane «sévéres» et allant même jusqu'à évoquer l'idée de suspendre les échanges commerciaux avec l'Europe quelques heures seulement après le discours de von der Leyen. Cependant, la réaction de Trump était exactement celle à laquelle s'attendaient le Canada et l'UE.

Contrairement au Canada, le Mexique poursuit ses discussions avec les États-Unis pour maintenir l'accord de libre-échange. Jusqu'à présent, ces discussions ont été bilatérales, de sorte que l'accord tripartite pourrait ne pas survivre sous sa forme initiale.

Concernant l'approche de Carney vis-à-vis de l'UE, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a déclaré qu'elle respectait cette décision, tout en précisant que la priorité commerciale du Mexique restait ses voisins du nord.

«Nous avons beaucoup de respect pour le Premier ministre Carney, et il prend les meilleures décisions qu'il juge bonnes pour son pays», a-t-elle déclaré.

Mme Sheinbaum a ajouté que l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC) — un accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada entré en vigueur le 1er juillet 2020, en remplacement de l'ALENA — ne disparaîtrait pas, car il a été «approuvé en tant que loi par les trois pays» et «parce que le Sénat l'approuve».

Néanmoins, le gouvernement mexicain n'a guère d'influence sur les relations tendues entre Carney et Trump, qui semblent davantage personnelles que politiques.

Les États-Unis tiendront des élections de mi-mandat en novembre, et l'administration Trump a utilisé le Mexique et le Canada comme appâts de campagne. Cette élection déterminera probablement l'avenir du traité de libre-échange nord-américain.

Trump a déclaré à plusieurs reprises que les États-Unis n'avaient pas besoin des voitures, du bois d'œuvre ou de l'énergie du Canada ou du Mexique, s'est interrogé sur la raison pour laquelle Washington devrait «subvenir aux besoins» du Canada ou du Mexique, et a évoqué l'idée de faire du Canada le 51e État tout en minimisant l'importance de l'USMCA. Les droits de douane, les menaces de ne pas renouveler l'accord et les efforts visant à conclure un accord séparé avec le Mexique avant le 3 novembre ont été présentés comme une «victoire» potentielle pour la campagne si le Mexique signait et que le Canada refusait.

Les responsables américains, y compris Trump, ont salué la coopération du Mexique en matière de lutte contre la drogue tout en accusant le Canada de ne pas parvenir à mettre fin au trafic de fentanyl.

Le 15 septembre, dans son rapport annuel au Congrès sur la lutte contre la drogue, Trump a cité le Mexique parmi les 23 principaux pays de transit ou de production et a omis le Canada de la liste — tout en traitant les deux pays différemment dans le même texte. Il a félicité Sheinbaum en la citant nommément pour les saisies plus importantes, le démantèlement de laboratoires, le déploiement de forces supplémentaires le long de la frontière et sa contribution à l'arrestation de chefs de cartels, dont «El Mencho», tout en continuant à réclamer davantage d'inspections portuaires, de dépenses en matière de sécurité et de poursuites contre les fonctionnaires corrompus. Le Mexique n'a pas été classé dans la catégorie la plus sévère, celle des pays «n'ayant pas respecté leurs obligations». De son côté, Sheinbaum a exhorté Washington à s'attaquer à la demande américaine en stupéfiants, au blanchiment d'argent et au trafic d'armes vers le sud.

Le Canada n'a bénéficié aucunement de ce crédit. Trump a déclaré que le fentanyl était toujours produit dans des laboratoires clandestins canadiens, que les précurseurs et les drogues de synthèse continuaient d'affluer vers le sud, et qu'Ottawa devait démanteler ces laboratoires ainsi que les «gangs chinois» le long de la frontière nord. Les responsables américains affirment que le trafic en provenance du nord s'intensifie à mesure que les cartels mexicains subissent une pression accrue. Le Canada affirme que les chiffres ne corroborent pas cette affirmation, puisque moins de 1 % des saisies de fentanyl aux États-Unis proviennent du nord — quelques kilogrammes contre des tonnes à la frontière sud-ouest. L'ancien triangle nord-américain se fissure sur les questions du commerce et des stupéfiants. Le Canada cherche à établir avec l'UE une association qui n'existe pas encore sur le plan juridique, tandis que le Mexique négocie bilatéralement avec Washington. Les républicains utilisent les questions commerciales et liées aux stupéfiants pour tenter de conserver leur majorité lors des élections de mi-mandat de novembre. En conséquence, ce n'est ni à Montréal ni à Bruxelles, mais lors des élections de mi-mandat américaines que se décidera si l'USMCA survivra en tant qu'accord tripartite ou se transformera en deux pactes bilatéraux.

Ahmed Adel

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

PETITE HISTOIRE DE LA RUE TANGER : UNE RUE, UNE LÉGENDE

En d'autres lieux, la rue Tanger aurait été classée «Patrimoine national». Exagéré ? Qu'on en juge par son passé fastueux et son incroyable carnet d'adresses : Charlie Chaplin, la star mondiale du cinéma en 1931, Jean Gabin et Mohamed Iguerbouhène en 1937, Karl Marx en 1887, Sarah Bernhardt et Saint Exupéry.

Le défilé continue avec le cosmonaute qui a marché sur la Lune, l'Américain Buzz Aldrin en 1970, et aussi Albert Camus, André Gide, Kateb Yacine et le poète Jean Sénac ; ajoutons toutes les célébrités de la presse. La rue Tanger, de la belle époque à nos jours, a fasciné. Au départ, la rue Tanger était une concentration d'imprimeurs. L'ensemble des immeubles a vu le jour sur l'espace d'un cimetière algérois détruit au cours de la première décennie de la colonisation.

Dans certains commerces, on foule du pied des tombes enfouies sous le revêtement et le carrelage. Au début du siècle dernier, on comptait au moins cinq imprimeries dans cette rue si étroite. Nous retenons Léon Marcel et Jourdain. L'industriel de la photo Eastman, qui est à l'origine de la diapositive en couleur, avait installé ses ateliers sur cette artère de développement derrière l'hôtel d'Angleterre réduit en vulgaire parking à ciel ouvert. Le mensuel Paris Alger avait élu domicile dans cette rue ; il fut l'ancêtre des magazines de mode Elle et Femme Actuelle. Les imprimeurs ont toujours été des durs à la tâche et portés sur la convivialité. Les restaurants et débits de boissons ont flairé l'affaire avec la cohue de bouches à nourrir. Aussi, la vocation de restauration est venue d'elle-même.

Le consulat général d'Autriche était logé à la rue Tanger. A cette époque, Hydra n'était qu'une zone inconnue au milieu d'une nature sauvage. Le journal Le Moniteur, dans son édition de 1882, rapporte cet événement incroyable : «A Hydra, une lionne, qui a surgi des bois, s'est emparée d'un bébé couché dans son landau en pleine nature. La maman, une jeune Alsacienne, faisait sa lessive au bord du ruisseau.» Orale-



ment, la rue Tanger s'agrippe à son ancienne identité. Pour l'écrit, elle se nomme Ahmed Chaïb.

El Hadj, le doyen mondial de la pâtisserie

Ce long couloir étroit, parallèle à la rue Ben M'hidi, subjugue les passants. C'est le lieu du mouvement perpétuel. La rue attire quotidiennement des dizaines de milliers de visiteurs avec un pic important vers midi. Cette magie ne date pas d'hier. Déjà, en 1930, un arrêté préfectoral interdisait la circulation automobile et les charrettes de 10h à 12h30 et de 16h à 20h. Dans cette rue qui tombe en ruine, la vie persiste avec beaucoup de ténacité. A toute heure, il est possible de se procurer une panoplie de produits. C'est ici que se trouve le fleuron de la pâtisserie algéroise chez El Hadj, sans doute le doyen mondial de la pâtisserie du haut de ses 86 ans. Hyperactif, El Hadj est le premier commerçant à ouvrir boutique tous les matins. Juste en face, chez Lamri, c'est la musique. C'est dans cette petite boutique, professionnels et amateurs mélomanes

que vous trouverez l'instrument que vous cherchez.

Jean Gabin et Larbi Benbarek au «Bosphore»

L'un des plus célèbres restaurants sélects de la rue Tanger est sans doute le Bosphore. Il a été durant des années l'annexe officielle du quotidien El Moudjahid et Algérie Actualité pour avoir été fréquenté par une cohorte de journalistes. Nombreux ne sont plus de ce monde, tels que Halim Mokdad, Abdelaziz Hassani, Omar Boudia, Mansouri, Othmane Oudina, Tahar Djaout, Rabah Afredj, Omar Zeghnoun, Maloufi de la rotative, ou Saci Haddad le photographe.

C'était le lieu de rencontres et d'échanges parfois bruyants. On y rencontrait des auteurs, des artistes ou les patrons de la médecine légale et de la psychiatrie. Ce petit patrimoine national, d'à-peine une trentaine de mètres carrés, a accueilli autrefois d'autres célébrités mondialement connues parmi lesquelles Jean Gabin et son metteur en scène Julien Duvivier. C'était en 1937 au

cours du tournage de Pépé le Moko. Gabin était accompagné du musico-logue Mohamed Iguerbouhène, auteur de la musique du film qui avait pour décor La Casbah. Notre compositeur avait subjugué le public de Vienne avec ses rapsodies.

Avant sa disparition en 1965, il habitait au 3, rue Blanchard, actuellement Seddik Ben Abdelaziz, perpendiculaire à la rue Tanger. Parmi les grandes célébrités venues au Bosphore, on citera maître Vergès, le boxeur Cherif Hamia, Larbi Benbarek, Kermali et de nombreux joueurs de l'équipe historique du FLN, Roger Hanin et Albert Camus, Issiakhem. Kateb Yacine se réfugiait le plus souvent au Coco Bar, ainsi nommé pour la tendance gauche de ses clients.

Paul Belmondo, Karl Marx et Aldrin

La rue Tanger était l'un des endroits préférés du célèbre sculpteur algérois, Paul Belmondo, décédé à Paris en 1982, père de l'acteur populaire Jean Paul Belmondo. Plusieurs œuvres de Paul Belmondo trônent au Musée national des beaux-arts. Les artistes de la belle époque se trouvaient souvent au bistrot de Mme Laure Fass au 13, rue Tanger. Au n°14, c'était l'adresse d'une pension complète à «160 francs par mois, vin compris».

Le plus mystérieux, un établissement de cette rue bruyante et charmante était sans doute cette maison située au n°9 consacrée, dans les années 1920, à l'empaillage d'animaux et la vente de plumes d'autruches. L'obscurité et les odeurs de putréfaction des animaux donnaient à cette maison un aspect moins attirant. Deux ans après avoir marché sur la Lune, Buzz Aldrin a marché sur la rue Tanger en compagnie de Cherif Guellal, du MALG. C'était en 1970. Le cosmonaute américain, en visite en Algérie, avait été reçu en audience par le président Houari Boumediène en vue d'une intervention de l'Algérie auprès des Vietnamiens pour la libération de pilotes de B52.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 26 septembre 2026

SOIS LE MEILLEUR, MAIS RESTE HUMBLE

Un père s'agenouille devant son fils pour ajuster sa veste. De l'extérieur, cela semble un geste simple, mais à l'intérieur de cet instant vit une leçon qu'aucun manuel ne pourrait jamais enseigner. En ajustant le bouton, il murmure :

« Mon fils, dans la vie, il faut toujours s'efforcer d'être le meilleur. Mais ne te crois jamais le meilleur. »

Le garçon le regarde, curieux, mais sans vraiment comprendre. Le père poursuit :

« Être le meilleur ne signifie pas battre tout le monde, mais être meilleur qu'hier. Cela signifie apprendre de ses erreurs, se relever avec discipline et grandir même quand on pense en savoir déjà assez. Croire être le meilleur, c'est différent : c'est là que l'orgueil prend le dessus et que l'orgueil ferme les portes que l'humilité aurait ouvertes. »

Il se souvient de ses propres erreurs : les fois où il pensait avoir toutes les réponses, l'ami qu'il a perdu parce qu'il ne l'avait pas écouté, l'affaire qui a échoué parce qu'il pensait que personne ne pouvait rien lui apprendre. Chaque automne lui a appris la même chose : l'humilité ouvre des portes que l'arrogance ferme toujours.



« Le monde te mettra à l'épreuve », dit-il. « Il y aura toujours quelqu'un de plus fort, de plus intelligent ou de plus riche. Et c'est normal, car cela

nous rappelle que chacun a quelque chose à apprendre. »

Il ajuste la cravate de son fils, sourit et ajoute :

« Travail dur. Rêve plus grand que tes peurs. Repousse-toi chaque jour. Mais sous les applaudissements, souviens-toi de ceci : la vraie grandeur ne réside pas dans la reconnaissance. Elle réside dans la façon dont on traite les autres en cours de route.

L'humilité est la marque de fabrique des grands. » Le garçon hoche la tête doucement. Il n'a peut-être pas encore tout saisi, mais une étincelle s'allume en lui – une de ces vérités qui grandissent avec le temps jusqu'à devenir partie intégrante de qui on est. Parce qu'être « le meilleur » n'est ni un trophée, ni un titre, ni le sommet d'une montagne. Être le meilleur est un cheminement : se relever quand on tombe, faire preuve de respect, remercier et ne jamais laisser la fierté nous faire oublier que nous sommes tous encore en apprentissage.

Et au final, la véritable mesure du succès ne se mesure pas aux applaudissements, mais à l'humilité, même lorsque la vie nous place au sommet.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 26 septembre 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:14	12:40	16:02	18:41	19:59

LA MISE AU POINT D'AHMED ATTAF DEPUIS NEW YORK

LE STATUT D'EL-QODS N'EST PAS UNE SIMPLE CLAUSE D'UN PROCESSUS POLITIQUE, MAIS UNE QUESTION DE JUSTICE ET DE LÉGALITÉ INTERNATIONALE

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a souligné, à New York, que le statut d'El-Qods n'est pas une simple clause d'un processus politique, mais une question de justice et de légalité internationale, indique dimanche un communiqué du ministère.

Lors de sa participation à la réunion ministérielle conjointe de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) concernant El-Qods, tenue dans le cadre de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Attaf a affirmé qu'aucune mesure unilatérale visant à modifier le caractère, le statut ou la composition démographique de la ville sainte "ne peut créer le moindre droit ni conférer la moindre légitimité".

A cette occasion, le ministre d'Etat a réitéré "l'attachement de l'Algérie à la nécessité de préserver le statut historique et juridique des lieux saints musulmans et chrétiens, à commencer par

la Mosquée Al-Aqsa dans son intégralité, et de passer à une action arabe et musulmane coordonnée, au sein des Nations unies et dans les différents fora internationaux, afin de défendre le statut juridique d'El-Qods, de faire face aux tentatives d'imposer le fait accompli et de renforcer la protection juridique et politique des habitants de la ville sainte".

"La protection de la ville d'El-Qods, la préservation de ses lieux saints et la sauvegarde de son identité demeurent une responsabilité collective qui exige de rejeter l'occupation, de refuser de s'en accommoder et de ne jamais accepter la banalisation de ses violations", a-t-il conclu.

RA



81^E SESSION DE L'AGNU

M. ATTAF S'ENTRETIENT AVEC NOMBRE DE SES HOMOLOGUES AFRICAINS

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a rencontré, à New York, les ministres des Affaires étrangères de la Mauritanie, du Sahara occidental et de la République du Congo, en marge des travaux de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), indique dimanche un communiqué du ministère.

La rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Mauritaniens de l'extérieur de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Salem Ould Merzoug, a "permis de passer en revue et d'évaluer les axes de la riche coopération entre les deux pays dans divers domaines et d'examiner les moyens de la promouvoir conformément aux hautes orientations des dirigeants des deux pays, de manière à refléter la profondeur des liens historiques de fraternité unissant les deux peuples frères et à répondre à leurs

aspirations communes à davantage de progrès et de développement", précise la même source.

Les deux ministres ont également "échangé les vues et les analyses sur les derniers développements de la situation sur le continent africain, notamment au Sahel", réaffirmant "leur volonté de poursuivre les consultations et d'intensifier les mécanismes de coordination commune afin d'unifier les positions et de défendre les intérêts vitaux des deux pays dans les différents fora internationaux".

Les entretiens avec le ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines de la République arabe sahraouie démocratique, Mohamed Yeslem Beissat, ont été "l'occasion de passer en revue les derniers développements liés à la question du Sahara occidental, notamment l'évolution du processus onusien visant à parvenir à une solution politique juste et durable, garantissant au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux réso-

lutions pertinentes des Nations Unies", ajoute le communiqué.

Dans ce contexte, le ministre d'Etat a réaffirmé "la position constante et de principe de l'Algérie en faveur de la juste cause sahraouie et du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", assurant que "l'Algérie ne cessera de soutenir les efforts onusiens visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer ce droit, qui est l'essence de la question sahraouie et le fondement de tout règlement politique juste et durable, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et aux décisions de la légalité internationale".

Le ministre d'Etat s'est, par ailleurs, entretenu avec le ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, Constant-Serge Bounda, sur "l'état de la coopération entre les deux pays, qui connaît une dynamique remarquable, notamment dans le domaine de l'énergie, au regard de la grande expertise de l'Algérie dans ce secteur stratégique, et les

perspectives de son élargissement à d'autres secteurs prioritaires comme les transports, les infrastructures et l'industrie pharmaceutique".

Les deux parties ont mis en avant "l'importance du soutien apporté par l'Algérie en matière de formation, en particulier à travers les bourses d'études", appelant à le renforcer.

Elles sont également convenues de "redynamiser les mécanismes de coopération bilatérale", de "tenir la prochaine session de la commission mixte algéro-congolaise" et de "poursuivre l'échange de visites de haut niveau entre les responsables des deux pays".

Les deux parties ont aussi échangé les vues sur "les derniers développements de la situation sur les scènes africaine et internationale" et sont convenues de "poursuivre la coordination dans les cadres bilatéral et multilatéral", conclut le communiqué.

RA

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES DJS

HIDAOUI PRÉSIDE LE LANCEMENT DES PREMIÈRES SESSIONS

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a présidé le lancement des premières sessions d'évaluation de la performance des Directions de la jeunesse et des sports (DJS), dans le cadre de l'amélioration de la performance et du renforcement de l'efficacité des structures et établissements relevant du secteur, indique dimanche un communiqué du ministère.

Ces sessions, consacrées à l'évaluation du niveau de mise en œuvre des programmes et activités sectoriels, visent également à "identifier les difficultés et insuffisances enregistrées, ainsi qu'à préparer la rentrée des activités 2026-2027 et à définir les priorités et les opérations programmées pour la prochaine étape", précise la même source.

Dans ce contexte, M. Hidaoui a souligné "la nécessité de renforcer le suivi sur le terrain des différents pro-

grammes et activités, d'adopter une planification préalable et une évaluation continue, à même de contribuer à l'amélioration de la qualité des services et activités destinés aux jeunes, ainsi qu'au renforcement de l'efficacité des établissements de jeunesse et des structures relevant du secteur, tout en consolidant leur attractivité et leur capacité à répondre aux aspirations et aux besoins des jeunes".

Il a également insisté sur "l'importance de valoriser les établissements de jeunesse et d'optimiser l'exploitation des moyens et structures disponibles, en sus de renforcer la numérisation des données sectorielles et leur mise à jour continue, afin de soutenir les processus de prise de décision, d'améliorer les mécanismes de suivi et d'évaluation et de rehausser le niveau de performance, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la stratégie nationale d'autonomisation des jeunes, ajoute

le communiqué.

Les sessions d'évaluation de la performance des DJS se poursuivront dans les différentes wilayas du pays, afin d'évaluer le niveau de mise en œuvre des programmes et activités sectoriels, d'assurer le suivi de la performance et de recenser les difficultés enregistrées, ainsi que de définir les priorités et les opérations programmées pour la prochaine période, de manière à améliorer la performance et à renforcer l'efficacité des structures et établissements relevant du secteur.

A noter que les premières sessions d'évaluation se sont déroulées en présence des cadres centraux du secteur et des directeurs de la jeunesse et des sports des wilayas de Bordj Bou Arreridj et de Ghardaïa, selon le communiqué.

RA